

PANORAMA

Perspectives sur la politique régionale et urbaine de l'Europe

ÉTÉ 2019 / N° 69

La Moravie-Silésie émerge de son passé industriel

L'ESPRIT
INTERREG DE LA
COOPÉRATION



PLANIFIER LA
TRANSITION
INDUSTRIELLE



PANORAMA

Dans cette édition...

L'édition estivale du magazine *Panorama* couvre une large gamme de sujets et propose un dernier éditorial d'adieu de notre commissaire sortante Corina Crețu.

Notre thématique régionale est consacrée à la région de Moravie-Silésie en République tchèque, et comprend notamment un entretien avec son président Ivo Vondrák, des exemples de projets, et une analyse de la manière dont la région gère la transition de l'industrie charbonnière à une économie davantage axée sur la neutralité climatique. Nous avons également examiné de plus près la coopération transnationale par le biais du programme Interreg, en présentant les meilleures pratiques et des projets mis en œuvre sur l'ensemble du continent, ainsi que le cadre de compétences de l'UE qui permet de gérer efficacement les fonds de l'Union.

Dans notre rubrique «La parole est à vous», nous partagerons les réflexions de deux députés européens membres de la commission REGI, Constanze Krehl et Jan Olbrycht, puis nous laisserons

des jeunes s'exprimer sur leur expérience dans le cadre du programme Youth4Regions.

Nous verrons comment le réseau des bureaux de compétences en matière de haut débit contribue à réduire la fracture numérique entre les régions, et la manière dont la coopération inter-régionale améliore la cybersécurité. La section «Projets» se rend à Chypre, en France, aux Canaries et dans la région frontalière située entre l'Italie et l'Autriche.

Nous vous souhaitons une bonne lecture!



AGNÈS MONFRET

*Responsable de l'unité chargée de la communication,
Direction générale de la politique régionale et urbaine,
Commission européenne*



4



10



26



44

ÉDITORIAL.....	3	MORAVIE-SILÉSIE: UNE RÉGION DYNAMIQUE.....	26
GUIDER LA TRANSITION INDUSTRIELLE.....	4	POINT D'INFORMATION: LA PRÉVENTION DES RISQUES.....	36
LE CADRE DE COMPÉTENCES POUR L'EFFICACITÉ.....	8	LA SYNERGIE LOCALE POUR LA CYBERSÉCURITÉ.....	38
INTERREG EN ACTION.....	10	UNE POLITIQUE MULTIDIMENSIONNELLE.....	40
FEU VERT POUR LA SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE.....	18	NOUVELLES EN BREF.....	42
LA POLITIQUE DE COHÉSION SE TOURNE VERS L'AVENIR.....	20	DÉPLOYER LE HAUT DÉBIT.....	44
UNIR L'EUROPE.....	22	PROJETS DES CANARIES, DE CHYPRE, DE FRANCE, D'AUTRICHE ET D'ITALIE.....	47
LES JEUNES SOUTIENNENT LA COHÉSION DE L'UE.....	24		

ÉDITORIAL

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au moment où vous lirez ces mots, j'aurai quitté ma fonction de commissaire en charge de la politique régionale. Néanmoins, je voulais profiter de ce rendez-vous trimestriel avec vous pour vous dire à quel point j'ai été honorée de servir la politique de cohésion.

Lorsque la Commission Juncker a débuté ses travaux en novembre 2014, les citoyens européens attendaient clairement de l'Union qu'elle relève un certain nombre de défis importants: sortir de la crise économique, stabiliser l'euro et préparer l'UE pour l'accord de Paris sur le changement climatique, pour n'en citer que quelques-uns. Et c'est exactement ce que nous nous sommes efforcés de faire, avec le plan d'investissement pour l'Europe, la mise en place de l'Union de l'énergie et du marché unique numérique et, bien sûr, avec les investissements de la politique de cohésion.

Les derniers chiffres montrent qu'un euro d'investissement de la politique de cohésion réalisé il y a cinq ans générera près de trois euros de produit intérieur brut supplémentaire dans cinq ans. Cet exemple parle de lui-même, mais l'impact de la politique de cohésion va bien au-delà des chiffres.

Durant près de cinq ans, j'ai eu l'occasion de visiter des centaines de régions de l'Union et de rencontrer toutes ces personnes engagées qui gèrent et mettent en œuvre des milliers de projets de l'UE sur le terrain. Cette expérience unique a renforcé ma conviction que la politique de cohésion est essentielle pour améliorer le quotidien des citoyens européens, et qu'elle le sera encore à l'avenir. Elle a affecté des fonds à des hôpitaux, des écoles, des infrastructures de transport, des zones rurales, des villes, des régions transfrontalières et des îles lointaines. En tant que principale politique d'investissement de l'UE, elle a contribué à façonner le tissu social, économique et culturel qui nous unit tous.

Au cours de mon mandat, plusieurs initiatives clés ont été lancées pour renforcer davantage l'impact de la politique de cohésion, comme le groupe de travail pour une meilleure mise en œuvre,

qui a aidé de nombreux États membres à affecter plus efficacement les fonds inutilisés de la période 2007-2013; le groupe de haut niveau sur la simplification, destiné à faciliter les règles relatives aux Fonds structurels et d'investissement européens pour les bénéficiaires; notre appel aux États membres en 2015 à réorienter une partie de leurs fonds accordés au titre de la politique de cohésion afin de faire face à la migration et à la crise des réfugiés; et les deux initiatives pilotes sur les régions en voie de rattrapage et les régions charbonnières en transition, afin de les soutenir dans leur transformation économique et de les aider à mieux tirer parti de la mondialisation et de l'évolution technologique.

Il ne fait aucun doute que la politique de cohésion est la meilleure expression de la solidarité européenne. C'est pourquoi, durant la préparation des propositions de la Commission pour la période de programmation 2021-2027, avec les défenseurs de la politique de cohésion, j'ai énergiquement plaidé pour une politique qui reste présente dans toutes les régions. Et nous avons réussi: aucune région ni aucun citoyen ne seront oubliés.

Bien sûr, la politique de cohésion ne pourrait pas enregistrer des résultats concrets sur le terrain sans le soutien de toutes les autorités locales et régionales, des États membres, de la société civile, des communautés, des gestionnaires et des bénéficiaires des projets. Cette participation reflète son essence même, à savoir, le partenariat et la confiance mutuelle. Les dix prochaines années apporteront de nouveaux défis, et nous devons rester solidaires pour les relever. En ce qui me concerne, je continuerai, par mon travail, à défendre les valeurs de la cohésion et de la solidarité. Soyez donc assurés que nos chemins se croiseront sous l'égide de notre projet européen. ■



Corina Crețu

*Commissaire européenne en charge
de la politique régionale*



Inspirer la transition industrielle dans toutes les régions

Face à la mondialisation, à l'évolution rapide de la technologie et au passage nécessaire à une économie sobre en carbone, l'UE travaille sur une série de projets pilotes régionaux pour trouver de nouvelles manières de répartir équitablement les bénéfices et garantir le fonctionnement de la transition industrielle pour tous les citoyens, où qu'ils résident.

La mondialisation, les nouvelles technologies et les efforts déployés pour lutter contre le changement climatique modifient radicalement et rapidement notre manière de vivre et de travailler. Ces changements offrent un certain nombre d'opportunités. Le défi pour l'Union européenne consiste à s'assurer que tous les citoyens de toutes les régions puissent saisir ces opportunités et mieux se préparer à vivre dans les communautés et les lieux de travail de demain.

Alors que quelques régions rencontrent des difficultés économiques et que d'autres prospèrent, certaines se situent entre ces extrêmes. Elles peuvent compter des entreprises de haut niveau, d'excellentes universités et un fier patrimoine industriel, mais une majorité de leurs sociétés traditionnelles et de leurs travailleurs ne parviennent que difficilement à suivre le rythme de l'évolution technologique et du changement des modèles de production.

Pour parvenir à une transition industrielle réussie à l'échelle européenne qui ne néglige aucun citoyen ni aucune entreprise, il est nécessaire d'investir des moyens considérables dans l'industrie, la formation, la recherche et l'innovation, sans oublier de procéder à de profondes transformations systémiques. C'est pourquoi la Commission européenne a lancé une série de projets pilotes qui devraient livrer de précieux enseignements sur la manière de garantir le fonctionnement de la transition industrielle pour tout le monde.

«Ces stratégies de transformation économique doivent veiller à ce que la future réussite économique axée sur l'innovation ne profite pas qu'à une minorité», déclare Peter Berkowitz, responsable de l'unité «Croissance intelligente et durable» à la DG REGIO. «Avoir des centres urbains tournant à plein régime et délaisser les petites villes avoisinantes et les zones rurales est inadmissible.»

Activer le potentiel

Pour aborder le problème de la transition industrielle, l'Europe doit relever cinq défis interdépendants de taille: préparer les travailleurs et les sociétés aux emplois de demain; aider les sociétés de tous les secteurs économiques à exploiter de nouvelles idées et à utiliser les dernières technologies; assurer la transition des régions vers une économie sobre en carbone; promouvoir l'entrepreneuriat et de nouveaux types de sociétés;

et encourager l'utilisation de nouvelles technologies et de nouveaux modèles de travail pour promouvoir l'inclusion sociale.

De nombreuses régions, dont l'histoire a été marquée par des industries à fortes émissions de carbone, sont toujours confrontées au déclin des secteurs traditionnels. En même temps, elles doivent s'adapter aux défis de la quatrième révolution industrielle qui s'accompagne de systèmes complexes, numériques et personnalisés.

L'Europe doit renforcer la capacité de ces régions à se moderniser et à innover en facilitant l'investissement dans les nouvelles technologies et en adoptant les changements apportés par la numérisation et le passage à une économie sobre en carbone.

La politique de cohésion est le principal instrument politique de l'UE pour aborder les changements structurels liés à la transition énergétique et industrielle. Pour la période de programmation 2014-2020, 30% du financement, soit 120 milliards d'euros, ont été alloués pour améliorer la

compétitivité des régions et activer leur potentiel d'innovation, dans le cadre de stratégies de spécialisation intelligente personnalisées destinées à les aider à diversifier leurs économies et à créer des emplois basés sur leurs points forts respectifs.

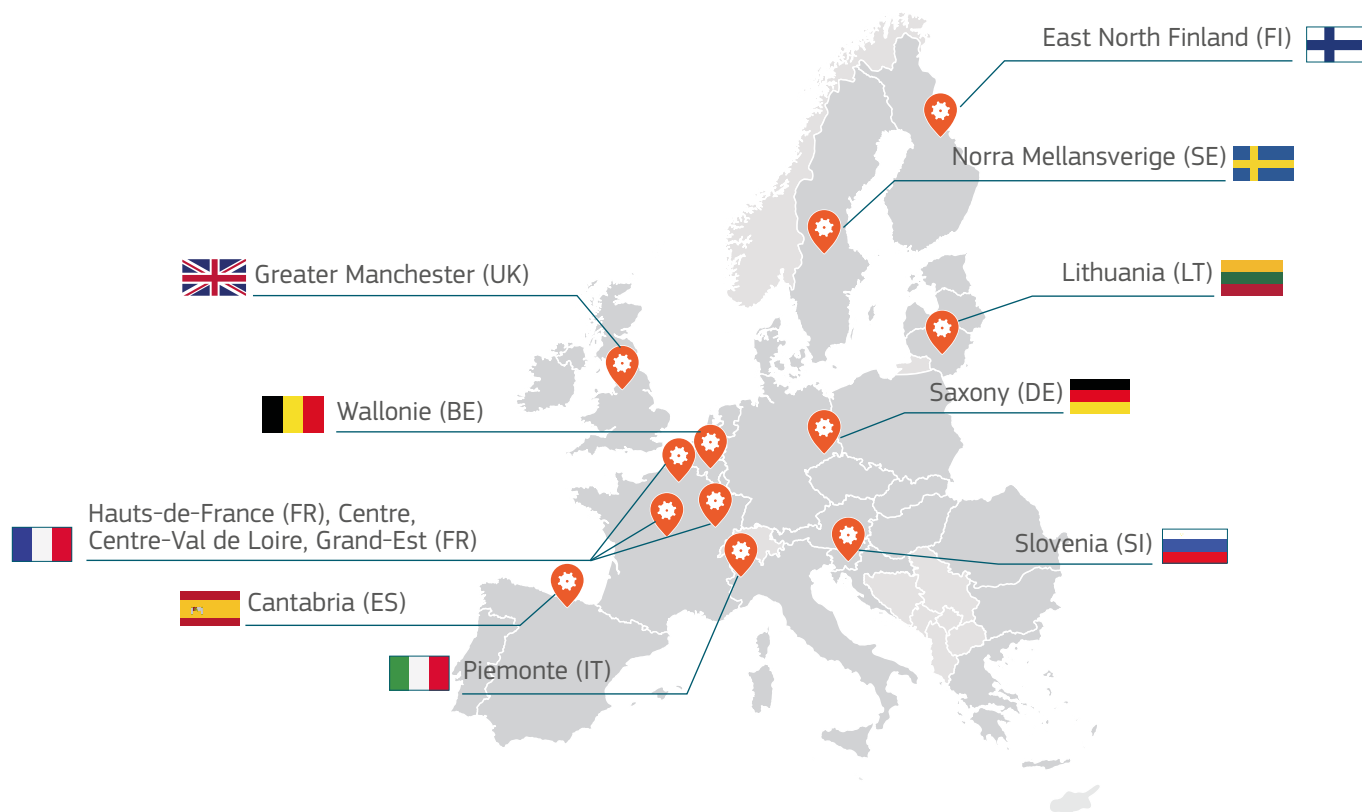
Toutefois, le financement seul ne suffisant pas, les trois actions pilotes de la Commission européenne visent à tirer parti des forces de l'Europe: sa diversité, son dynamisme et sa volonté de tester de nouvelles approches aux niveaux local, régional et national.

Les laboratoires vivants

L'action pilote «**Régions en transition industrielle**» a été lancée en 2018 pour aider les régions à élaborer de nouvelles approches pour renforcer la croissance et la productivité face à la transition industrielle. Dix régions et deux États membres travaillent avec des spécialistes de la Commission pour renforcer leur capacité d'innovation, supprimer les obstacles à l'investissement, doter les travailleurs des bonnes compétences et se préparer au change-



Les régions en transition industrielle



ment industriel et sociétal. Le pilote entend développer des outils politiques ciblés pour relever ces défis.

Au cours de la première phase, des équipes ont analysé les instruments politiques actuels et identifié les défis propres à chaque région avec l'aide de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de la Commission. À partir des données recueillies, les dix régions et les deux États membres ont reçu 300 000 euros pour tester une nouvelle approche de la transition industrielle ainsi qu'une réponse politique à l'un ou à plusieurs des défis identifiés lors des ateliers.

«Ce sera une sorte de laboratoire vivant, où chaque région essaiera de trouver de nouvelles solutions à des problèmes complexes», explique M. Berkowitz. «Elles bénéficieront d'une subvention pour réaliser ce pilote, et nous collaborerons étroitement avec elles pour tirer les enseignements qui pourront servir à d'autres régions et villes. À la DG REGIO, nous sommes convaincus que la diversité de l'Europe est une véritable force et que nous devons encourager le recours à l'expérimentation.»

Selon lui, le besoin de soutenir les entreprises traditionnelles et les jeunes entreprises ne fait aucun doute. Les entreprises plus anciennes et de moindre taille ne disposent souvent que d'une capacité limitée pour adopter et exploiter les nouvelles technologies, en particulier lorsque la main-d'œuvre locale n'a pas les capacités, la formation ni l'éducation requises. Relever ce défi demande d'établir des liens plus étroits entre les politiques d'entrepreneuriat, d'enseignement supérieur et de formation professionnelle.

À titre d'exemple, de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) de la région française du Centre-Val de Loire sont

ainsi confrontées à l'inadéquation des compétences et elles ne parviennent pas à recruter et à retenir du personnel qualifié. Grâce à un réseau de recrutement spécialisé mis en place dans le cadre de ce projet pilote, la région travaillera directement avec des PME afin de définir leurs besoins en matière de recrutement, leur proposer des services d'encadrement et soutenir des stratégies dans le domaine des ressources humaines. L'objectif consiste à améliorer la gestion du personnel, à mieux anticiper les défis de la transition industrielle et à exploiter les technologies qui changent la nature des emplois industriels.

Les régions doivent créer et promouvoir des systèmes d'innovation ouverte, en plus de développer des mécanismes financiers pour les plus petites sociétés, en proposant des incitations pour les activités innovantes axées sur les produits. Dans le nord-est de la Finlande, des PME locales testeront un système interrégional de coupons qui leur permet d'acheter des services pour favoriser leurs capacités d'innovation et renforcer leur participation dans le secteur agroforestier. Ce programme ciblera des projets dans lesquels des sociétés développent des projets d'investissement conjoints avec des organisations du domaine de la recherche et de la technologie et déploient l'innovation dans ce secteur tout en relevant les défis de l'économie circulaire.

Protéger les communautés

Le second projet pilote, **«Régions charbonnières en transition»**, se concentre sur les anciennes régions minières. Dans le cadre de la transition vers une économie neutre en carbone dans l'UE, la production et la consommation de charbon diminuent; et ce changement s'accompagne de défis sociétaux et économiques. Environ 185 000 d'Européens sont encore directement employés dans des activités d'extraction de charbon



dans 41 régions de 12 pays de l'UE. En outre, selon une estimation, 53 000 personnes travaillent dans des centrales au charbon. Sans planification à long terme pour leur avenir, la transition de ces personnes risque d'être difficile. Les régions qui dépendaient autrefois du charbon peuvent subir des décennies de chômage structurel parallèlement au déclin de l'industrie, sans oublier les impacts considérables sur les communautés et les finances publiques.

Alors que la transformation vers une économie neutre en carbone devrait avoir un effet positif global pour l'UE, les décideurs politiques reconnaissent qu'elle peut également accroître les disparités sociales et régionales. Dans une tentative visant à lutter contre cet impact négatif, la Commission entend, grâce à ce projet pilote, aider les régions à forte intensité de charbon et de carbone à planifier les changements structurels liés à la transition énergétique et à anticiper les impacts socio-économiques négatifs.

Des équipes d'experts de la Commission offrent ainsi un soutien à 18 régions pilotes dans huit États membres. Une plateforme européenne regroupe quant à elle des parties prenantes, fournit un accès à l'assistance technique et au renforcement des capacités, et permet aux régions charbonnières de partager leur expérience avec des représentants locaux et nationaux, des partenaires sociaux, l'industrie et la société civile.

Ces équipes collaborent avec les autorités régionales et nationales pour élaborer des solutions destinées à accélérer le processus de diversification et la transition technologique. Elles conseillent également les autorités régionales sur l'accès au financement, la mise en œuvre de stratégies de spécialisation intelligente, le soutien aux entreprises innovantes et la mise en place de stratégies de décarbonation. Une aide financière est disponible pour des investissements qui contribuent à la croissance et à la création d'emplois, comme l'innovation, la transition énergétique propre et l'inclusion sociale.

Investir dans l'innovation

Le troisième et dernier programme pilote s'intitule **«Créer de nouvelles chaînes de valeur grâce aux investissements interrégionaux de l'innovation»**. Pour profiter d'une économie mondialisée, les régions et les villes d'Europe doivent pleinement exploiter la possibilité d'augmenter les technologies innovantes et les nouvelles entreprises sur le marché unique. En d'autres termes, il s'agit de rassembler des sociétés, des chercheurs et des autorités publiques de toute l'UE pour travailler au développement des domaines prioritaires de spécialisation intelligente, combiner leurs atouts concurrentiels et développer des programmes innovants.



En 2017, la Commission a lancé un appel qui lui a permis de sélectionner neuf partenariats interrégionaux qui testent actuellement de nouvelles approches pour bâtir ces chaînes de valeur. Ces partenariats ont été soutenus par des équipes au sein de la Commission, dont des experts issus de différents domaines. Chaque partenariat bénéficie également de services de conseil extérieurs fournis par le Fonds européen de développement régional pour une valeur pouvant atteindre 200 000 euros pour les activités de mise à l'échelle et de commercialisation. Des douzaines de régions ont soumis des idées destinées à alimenter les projets d'investissement à développer dans des domaines tels que la bioéconomie, la cybersécurité, l'impression 3D et les énergies marines renouvelables.

Semer les graines

La politique de cohésion 2021-2027 permettra aux États membres et aux régions de soutenir la transition industrielle de manière globale et flexible dans le cadre des stratégies de spécialisation intelligente de prochaine génération. Les régions et les villes devront adopter de nouvelles manières de travailler, changer leur façon de penser, et améliorer leur capacité à développer et mettre en œuvre des solutions pour s'assurer qu'aucune d'entre elles ne sera laissée en retrait. Il est donc urgent de regrouper toutes les parties prenantes et leurs connaissances, de s'appuyer sur l'expérience des actions pilotes et de garantir la communication détaillée des bonnes pratiques dans l'ensemble de l'UE.

«Nous semons les graines à un niveau local qui constitue la base d'une Europe durable et inclusive», déclare M. Berkowitz. «Les régions, les villes et les PME sont au centre de tout: de l'économie bien sûr, mais aussi de la société et, ne l'oublions pas, de la politique. Tous ces fils sont entrelacés, et notre action doit cibler les éléments importants du quotidien des citoyens, peu importe où ils vivent.» ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://europa.eu/!pG78Wk>



De meilleures compétences pour une meilleure gouvernance des fonds de l'UE

Comment pouvez-vous évaluer les compétences professionnelles, opérationnelles ou de gestion nécessaires à votre institution pour gérer plus efficacement les fonds de l'UE? Comment pouvez-vous établir un plan pour développer ces compétences? Le cadre de compétences de l'UE apporte une réponse à ces deux questions.

L'ensemble des institutions publiques associées à la gestion du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion – les organes de coordination nationaux; les autorités de gestion, d'audit et de certification; les secrétariats communs et les organismes intermédiaires

– peuvent utiliser le cadre de compétences de l'UE afin de recenser et de combler les déficits de compétences et d'adapter leurs stratégies de formation.

Cet outil, élaboré par la direction générale de la politique régionale et urbaine (DG REGIO) de la Commission, comprend:

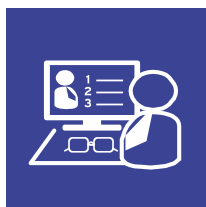
- > **un cadre de compétences de l'UE** qui contient un ensemble de compétences que les administrations et leurs fonctionnaires devraient posséder; et
- > **un outil d'autoévaluation en ligne** qui permet aux employés d'évaluer leur niveau de compétence pour chaque compétence requise dans le cadre du profil propre à leur emploi. Ces éléments contribueront à définir les objectifs de développement futurs.

OUTIL D'AUTOÉVALUATION

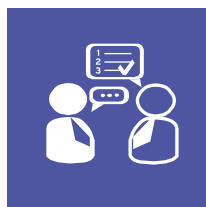
L'OUTIL D'AUTOÉVALUATION IDENTIFIE LES BESOINS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES



L'employé évalue ses compétences



Le superviseur fournit son évaluation



L'employé et son superviseur discutent des résultats de l'évaluation



Un rapport d'évaluation individuel est rédigé



Les résultats des évaluations individuelles sont regroupés

Les fonctionnaires peuvent utiliser l'outil pour évaluer leurs connaissances et leurs compétences en étant guidés par un système de notation intuitif. Il aide ainsi l'organisation et ses membres à mieux connaître leurs forces et leurs faiblesses.

Son utilisation régulière permet de concevoir des voies de développement professionnel pour les membres du personnel. La possibilité d'agrèger les données issues des autoévaluations de tous les employés est une caractéristique importante, surtout pour les gestionnaires, car elle permet d'obtenir une vue d'ensemble de l'administration. Les résultats peuvent ainsi servir de base à l'élaboration de plans d'apprentissage et de développement visant à combler ces déficits.

Cet outil flexible et convivial couvre un large éventail de compétences et peut s'appliquer à tous les types d'administrations, quelle que soit leur taille, et s'adapter à leurs besoins, par exemple si elles gèrent un programme national ou régional. Il peut être déterminant pour concevoir, planifier et mettre en place des structures, procédures et ressources pour la prochaine période de programmation de la politique de cohésion 2021-2027.

Enfin, il contribue à l'amélioration du fonctionnement des administrations publiques et donc à la qualité des services fournis aux citoyens et aux entreprises.

Sur le site web de la DG REGIO, vous trouverez:

- des informations sur la manière d'accéder à l'outil d'autoévaluation;
- les lignes directrices à l'intention des utilisateurs rédigées en 22 langues; et
- une brochure et une infographie. ■

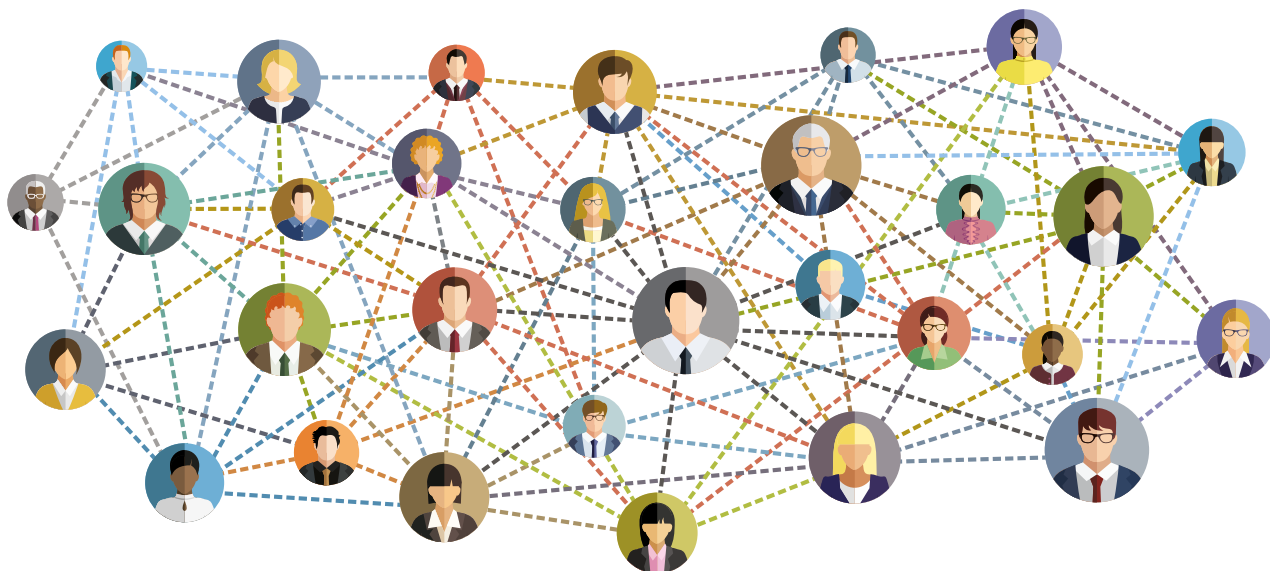
POUR EN SAVOIR PLUS

Pour demander l'accès ou recevoir des commentaires sur l'outil, veuillez contacter:

REGIO-COMPETENCY-FRAMEWORK@ec.europa.eu

Pour obtenir plus d'informations et de conseils sur la manière d'utiliser l'outil: <https://europa.eu/!CP84pW>

Interreg: l'esprit européen en action



La coopération transnationale Interreg contribue à relever des défis communs et à apporter des bénéfices aux citoyens dans les villes et régions d'Europe.

Qui garantit que la gestion des incendies dans la région des Balkans, des accidents navals dans la mer Baltique, du changement climatique dans la région alpine, de la pollution atmosphérique dans les métropoles européennes ou de la protection de la biodiversité autour de l'estuaire du Danube est prise en charge? Ces événements ont une portée plus large que l'intérêt national, il est donc facile de comprendre la nécessité de mettre en place une coopération qui s'étend au-delà des frontières nationales et qui englobe des régions européennes plus larges afin de protéger les citoyens et la nature. Mais comment se déroule-t-elle? En réalité, les projets de coopération transnationale Interreg contribuent actuellement à relever des défis communs comme ceux-ci.

Que dire de l'économie d'énergie réalisée en adoptant de nouvelles technologies et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre? Ou du test de nouvelles solutions pour des infrastructures de transport plus écologiques, mais accessibles, dans les villes et dans les zones éloignées? La meilleure solution consiste à parler à ses voisins: collaborer et échanger des connaissances fait gagner du temps et de l'argent à tout le monde. Toutefois, ce qui est efficace autour de la Méditerranée ne l'est pas nécessairement dans les régions de l'Europe centrale.

La coopération transnationale Interreg favorise également la cohésion territoriale. En tant qu'entrepreneur, vous pouvez avoir une idée de nouveau produit, mais ne pas être en mesure de trouver un forum pour en discuter ou un laboratoire pour le tester. Dans ce cas, il peut être très utile de fournir l'accès à des infrastructures d'innovation et de les partager dans des cercles plus larges. La coopération Interreg aide à identifier ces opportunités, améliore l'accès à la recherche, et prépare les petites et moyennes entreprises à conquérir les marchés mondiaux.

Valeur ajoutée

Les projets de coopération transnationale rassemblent des personnes issues du secteur public, des instituts universitaires et de recherche, des entreprises et des organisations de la société civile de différents pays. Les questions d'intérêt commun les motivent à participer à la coopération transnationale pour établir la confiance au-delà des frontières et encourager l'intégration européenne.

Quinze programmes transnationaux ont été mis en place en Europe avec 2,1 milliards d'euros alloués par le budget de l'UE pour 2014-2020. La coopération transnationale apporte une valeur ajoutée aux citoyens et aux entreprises des régions de l'UE. Elle fait preuve d'une approche pragmatique pour parvenir à une Union européenne plus sûre, plus verte, plus intelligente, plus connectée et plus prospère.



Dans le cadre de la coopération territoriale européenne (CTE), la coopération transnationale confère une dimension importante à la coopération territoriale. Elle nous permet de regarder notre continent d'un point de vue stratégique plus large afin de mieux identifier les opportunités et les défis rencontrés par nos citoyens, nos administrations et nos entreprises au quotidien. Je crois que beaucoup de progrès ont été réalisés, et qu'il reste encore beaucoup de travail à faire en Europe par l'intermédiaire des projets transnationaux. Nous unissons ainsi notre continent de manière significative et judicieuse sur le plan stratégique.

Karl-Heinz Lambertz, président du Comité des régions

LA COOPÉRATION TRANSNATIONALE CONTRIBUE AU FONCTIONNEMENT DES STRATÉGIES MACRORÉGIONALES

Une stratégie macrorégionale est un cadre intégré, soutenu par le Conseil européen, en vertu duquel les pays et les régions situés dans une zone géographique déterminée relèvent leurs défis communs qui ne peuvent être abordés de manière isolée, mais qui nécessitent une coopération transnationale.

Actuellement, quatre macrorégions disposent de leur stratégie:

- > la région de la mer Baltique (EUSBSR);
- > la région du Danube (EUSDR);
- > la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR); et
- > la région alpine (EUSALP).

Comment les programmes transnationaux Interreg soutiennent-ils les stratégies:

- > Les projets transnationaux Interreg contribuent activement aux objectifs et aux actions des stratégies. En échange, ils bénéficient d'un appui politique et d'une meilleure visibilité.
- > Les programmes transnationaux constituent l'une des opportunités de financement pour la mise en œuvre des stratégies.
- > Les programmes transnationaux soutiennent notamment la gouvernance des stratégies par un certain nombre de mesures, du financement des coordonnateurs de domaines d'action prioritaires à l'organisation d'événements avec les parties prenantes en passant par la promotion des stratégies.

« Quand vous constatez que d'autres personnes voient les mêmes opportunités, rencontrent des problèmes similaires et trouvent des solutions pour les surmonter, et parviennent plus ou moins aux mêmes conclusions sur la suite des événements, vous vous dites que c'est la même chose dans chaque pays. »

Partenaire du projet RemoAge, programme pour la périphérie nordique et l'Arctique

LE DÉCOMPTE FINAL

Face aux catastrophes naturelles, aux accidents affectant de plus larges zones géographiques, à l'impact du changement climatique ou au déclin de la biodiversité, il est indéniable que la coopération au-delà des frontières est la solution la plus efficace pour protéger le bien commun européen.

En moyenne, les incendies détruisent environ 4 000 kilomètres carrés de territoire de l'UE chaque année, ce qui a un impact dévastateur sur les écosystèmes, la santé humaine et le climat. En outre, de plus longues saisons sèches transforment les champs et les forêts en combustible pour ces incendies.

Des partenaires du projet Interreg issus de pays voisins unissent leurs forces pour évaluer les risques et y répondre, ainsi que pour protéger plus efficacement les zones touchées. Par exemple, un service en ligne mis en place par le projet **DriDanube** surveille les sécheresses et émet des avertissements en temps voulu dans dix pays de la région du Danube. «Établir le dialogue entre les différentes parties prenantes au niveau national ou régional permet de mieux comprendre le problème. Nous sommes mieux préparés en agissant ensemble», explique Zorica Srđević de la faculté d'Agriculture de l'Université de Novi Sad, en Serbie. Une stratégie de gestion interinstitutionnelle encadre la coopération entre les autorités nationales, les agriculteurs et les gestionnaires de l'eau avant, pendant et après les épisodes de sécheresse, non seulement pour échanger des informations mais aussi pour mener des interventions conjointes, le cas échéant.

De la crise à la gestion des risques

«Les feux de forêt sont endémiques et ont d'innombrables effets sur l'environnement et la population. Pour gérer les urgences, nous avons donc besoin d'un espace commun, où nous pouvons nous entraider, promouvoir la culture de la solidarité et la coopération transnationale», déclare Juan José Muñoz Iglesia, responsable du service de prévention des incendies de Deza, en Galice (Espagne).

Le projet **Fire RS** d'Interreg permet de mieux surveiller les incendies potentiels en France, en Espagne et au Portugal. En pratique, un satellite espagnol, des drones portugais et un centre de contrôle français collaboreront au sein d'un système qui détecte les feux de forêt dans des zones transfrontalières plus larges. Autre outil intéressant d'Interreg, **WRF-SFIRE** analyse les conditions météorologiques (le vent, la température et l'humidité) afin d'informer les services de secours et les communautés bulgares, chypriotes et grecques sur les éventuelles directions prises par les feux. Le système mis au point par le projet **DISARM** d'Interreg a été adopté par les services publics suite à un pilote concluant testé durant les incendies qui ont touché la Grèce durant l'été 2018.

En plus de regrouper des services et des outils développés de manière transnationale, la gestion des situations de crise permet également d'aligner des procédures opérationnelles, ce qui a été démontré, par exemple, au cours du tragique accident du navire de croisière italien Costa Concordia en 2012. Aujourd'hui, grâce au soutien du projet **DiveSMART-Baltic** d'Interreg, les centres de coordination des secours situés en Estonie, en Finlande, en Lituanie, en Pologne et en Suède utilisent les mêmes procédures opérationnelles standard et les mêmes rapports de situation pour répondre de manière plus rapide et efficace aux urgences dans les eaux partagées de la mer Baltique.

Prévenir le risque d'éboulements

L'un des principaux risques naturels dans la région alpine est la chute de rochers suite, entre autres, à la fonte du permafrost des Alpes. «Dans le cadre de la stratégie de l'UE pour la région alpine, **RockTheAlps** a permis d'étendre les expériences locales afin de mieux intégrer le service écosystémique forestier dans la protection contre les éboulements», explique Benjamin Einhorn, directeur du Pôle alpin français pour la prévention des risques naturels. Un nouveau recensement transnational de 10 000 cas d'éboulements sert de point de départ à la création de cartes de zones de risque basées sur l'analyse et la comparaison de la topographie des régions affectées. Cette initiative facilite la modélisation des activités de prévention tout en gérant mieux les écosystèmes forestiers afin de réduire le risque d'éboulements.

Développer la biodiversité dans les terres agricoles de l'UE

Les projets Interreg abordent également la crise de la biodiversité. Par exemple, le projet **PARTRIDGE** démontre que la coopération transnationale peut contribuer à inverser le déclin alarmant de la biodiversité des terres agricoles européennes. En recourant à une approche ascendante, les agriculteurs de la région de la mer du Nord transforment 7% de leurs terres arables en parcelles fleuries et en bandes d'herbe qui profiteront à la faune. Le projet a suscité un vif intérêt grâce à l'étroite coopération mise en place entre plus de 300 agriculteurs, chasseurs, conservateurs et bénévoles locaux issus de cinq pays. En effet, les signes que les oiseaux et les insectes reviennent vers les sites moins de deux ans plus tard sont encourageants. Phil Hogan, le commissaire européen en charge de l'agriculture, ainsi que quelques décideurs politiques, ont participé aux emblématiques visites d'exploitation PARTRIDGE pour découvrir comment les mesures, qui ont déjà été adoptées dans des projets agroenvironnementaux néerlandais, fonctionnent. «Je pense que nous, les agriculteurs, devrions travailler avec la nature et non contre elle», explique Oliver Mehuys, un agriculteur flamand et propriétaire d'un site pilote faisant référence à la coopération au sein du projet.

Une Union plus biodiversifiée et plus sûre, c'est ce que tous les citoyens choisiraient. En coopérant au-delà des frontières, Interreg permet de répondre conjointement aux défis communs et rapproche cette vision des citoyens.

DriDanube (Danube):

<http://www.interreg-danube.eu/approved-projects/dridanube>

FireRS (Europe du Sud-Ouest):

<https://www.enerpatsudoe.fr/>

DISARM (Balkans-Méditerranée):

<http://www.interreg-balkanmed.eu/approved-project/16/>

DiveSMART-Baltic (mer Baltique):

<https://projects.interreg-baltic.eu/projects/divesmart-baltic-4.html>

RockTheAlps (région alpine):

<https://www.alpine-space.eu/projects/rockthealps/en/home>

PARTRIDGE (mer du Nord):

<https://northsearegion.eu/partridge>



En surveillant les éboulements, les experts peuvent créer des cartes de zones de risque afin de mieux gérer les écosystèmes forestiers

UN CHANGEMENT SE PRÉPARE

Trois quarts des émissions de gaz à effet de serre (GES) proviennent des secteurs de l'énergie et des transports. Ce défi incite les projets Interreg à contribuer activement aux objectifs en matière de climat et d'énergie afin de réduire les émissions de 40 % d'ici 2030, améliorant le quotidien des citoyens.

Avec une variété de technologies disponibles dans la chaîne énergétique de l'Europe, les projets transnationaux transmettent les bénéfices de la mise en œuvre de nouvelles technologies d'efficacité énergétique sur le continent à des coûts abordables.

Économiser de l'énergie sur le confort domestique

«Ils ont apporté la solution où elle était attendue. J'économise beaucoup d'argent sur le chauffage, car tout est bien mieux isolé qu'avant», explique Amélie Goblas de Longueau, dans le nord de la France. Amélie fait partie des familles bénéficiant du projet **E=O** qui crée un marché pour les rénovations

Des fenêtres bien isolées avec des volets permettent d'économiser de l'énergie et offrent un espace de vie plus sain



D'anciens bâtiments publics et des logements locaux peuvent bénéficier d'une écorénovation et de techniques innovantes d'économie d'énergie

abordables et haut de gamme de maisons à consommation énergétique nette nulle. Dans ces maisons, la consommation énergétique est quasiment égale à la production énergétique. Ce concept, développé dans le nord-ouest de l'Europe et dont la mise en œuvre dure une semaine, suit un modèle de réussite initié aux Pays-Bas qui a réalisé 2 000 remises à neuf dans le pays. Ce projet a permis de rénover entièrement 17 maisons pilotes au Royaume-Uni, et plus de 300 autres habitations ont suivi. En France, après 22 pilotes, 6 500 maisons supplémentaires ont été modernisées.

Alors que les remises à neuf de maisons à consommation nette nulle s'apparentent à une évidence pour réduire les émissions de GES et contribuer aux objectifs de l'UE en matière de climat et d'énergie d'ici 2020, l'efficacité énergétique des bâtiments n'est pas limitée aux habitations. Par exemple, la rénovation d'anciens bâtiments publics est au cœur d'**ENER'PAT**, un autre projet transnational qui dirige la rénovation de quatre bâtiments au Portugal, en France et en Espagne en recourant à des matériaux de construction non traditionnels. «ENER'PAT nous permet de tester des techniques d'écorénovation dans les bâtiments. Le projet soutient également les échanges au niveau européen, ce qui renforce notre engagement et répand cette approche ambitieuse à trois autres villes du sud-ouest de l'Europe», déclare Jean-Marc Vayssouze-Faure, maire de Cahors, France.

Le défi de la mobilité

Le secteur du transport représente un quart des émissions de GES, ce qui met en évidence la nécessité d'instaurer une coopération solide entre les régions pour améliorer l'efficacité des systèmes de mobilité. En Europe centrale, le transport est le deuxième secteur le plus énergivore et celui qui enregistre la croissance la plus rapide en termes d'utilisation d'énergie. Ainsi, de nouvelles initiatives issues de régions d'Europe centrale, de la mer du Nord et de la Méditerranée ont été mises en place afin d'introduire des mesures destinées à lutter contre les effets négatifs de l'urbanisation et de l'augmentation de la demande en matière de transport.

Grâce au projet **RUMOBIL**, de nouveaux services de mobilité permettent de mieux relier les zones périphériques peu peuplées, suite à des essais pilotes réalisés dans huit pays d'Europe centrale. Les passagers profitent d'outils d'infomobilité, d'applications axées sur l'utilisateur, de connexions bus/rail multimodales expérimentales et de services de bus flexibles basés sur l'engagement communautaire. Les résultats, à savoir une meilleure qualité de vie et une meilleure économie locale, sont mis en évidence par les nouveaux services de transports publics qui attirent de nouveaux passagers. En moyenne, les projets pilotes ont augmenté le nombre de passagers de 13%, alors que la plus forte croissance de 28% a été enregistrée dans la région tchèque de Vysočina.

La mobilité et l'accessibilité limitées dans les villes et les zones éloignées, les connexions insuffisantes aux principaux nœuds de transport et le taux élevé d'émissions de CO₂ représentent des défis considérables pour les infrastructures de transport. Comme le démontre le projet **SHARE-North**, Interreg aide les autorités publiques à améliorer cette situation. Il est parvenu à promouvoir le concept de centres de mobilité partagée en proposant des alternatives intéressantes à la propriété d'un véhicule individuel et en propageant le concept depuis Brême, en Allemagne, à des villes belges et norvégiennes. Grâce à Interreg, de nombreux partisans du covoiturage de Brême ont choisi de vendre leur voiture ou de ne pas en acheter, ce qui a réduit de plus de 6 000 le nombre de voitures personnelles. Cela correspond à une économie de 25 tonnes de CO₂ sur 2,5 ans et à un gain d'espace urbain équivalent à plus de 10 terrains de football!

Un autre défi majeur consiste à favoriser l'adoption et la mise en œuvre de ces approches révolutionnaires qui

offrent des options de mobilité plus flexibles et plus propres. Par exemple, ce problème est abordé par la communauté de projets «Transports urbains en Méditerranée» qui apporte des solutions dans les plans de mobilité urbaine durable au niveau local. La communauté héberge un réseau de sept projets, mettant en œuvre des activités pilotes dans plus de 30 villes méditerranéennes, allant des réseaux d'électromobilité et des systèmes de mobilité intelligente à la lutte contre les embouteillages générés par la mobilité des touristes. Par exemple, Misano Adriatico, une ville touristique d'Italie, a adopté un plan de mobilité grâce au projet **MOBILITAS** qui permettra de réduire la circulation quotidienne sur les routes du continent de 6,2% et sur les routes du littoral de 14,7%, réduisant ainsi les émissions de CO₂ de 6,6% et 7,5% respectivement.



Des pistes cyclables contribuent à réduire le nombre de voitures à Misano Adriatico dans la région côtière italienne d'Émilie-Romagne

Interreg démontre comment le travail stratégique au-delà des frontières permet de combler une lacune pour permettre à des activités conjointes d'améliorer l'efficacité énergétique et l'accès à des options de mobilité écologiques et flexibles, tout en apportant des bénéfices concrets aux citoyens.

E=0 (Europe du Nord-Ouest):

www.nweurope.eu/e=0

ENER'PAT (Europe du Sud-Ouest):

www.enerpatsudoe.fr

RUMOBIL (Europe centrale):

www.interreg-central.eu/Content.Node/rumobil.html

SHARE-North (mer du Nord):

www.share-north.eu

MOBILITAS (Méditerranée):

www.mobilitas.interreg-med.eu

SI VOUS ME DÉMARREZ, JE NE M'ARRÊTERAI JAMAIS

Il est difficile de créer une entreprise, mais gérer une entreprise prospère l'est encore plus. Cette tâche nécessite des compétences, de la créativité, des connaissances et un accès au financement. Dans les projets transnationaux Interreg, les villes et les régions coopèrent au-delà des frontières et apprennent comment mieux soutenir les entrepreneurs à toutes les étapes de leur parcours professionnel.

Les petites et moyennes entreprises représentent 99 % de toutes les entreprises de l'UE. Elles génèrent également près de 85 % des nouveaux emplois et représentent deux tiers des emplois du secteur privé dans l'UE.

Mais seuls 37% des Européens aimeraient être indépendants, alors qu'ils sont 51 % aux États-Unis et en Chine. Grâce aux projets Interreg, les villes et les régions d'Europe travaillent avec des experts en matière d'éducation et de soutien aux entreprises afin de changer la donne. Ils échangent des expériences et élaborent de nouvelles approches qui encouragent les jeunes à devenir entrepreneurs.

Dans le projet **Atlantic Youth Creative Hubs**, les partenaires ont créé une plateforme transnationale pour autonomiser les jeunes créateurs. Lors d'«improvisations

créatives», ils aident des jeunes de 16 à 30 ans à concrétiser leurs idées commerciales. Ainsi, João explique avoir «trouvé l'inspiration, la formation et l'encadrement nécessaires et appris beaucoup sur la gestion des marques». Aujourd'hui, c'est un jeune créateur de mode prospère au Portugal. Peu après l'improvisation, il a rejoint l'univers de la mode et l'incubateur de conception commerciale Santo Thyrso à Porto. Il a ensuite remporté le concours de mode des nouveaux créateurs portugais, et a effectué ses débuts lors du plus grand événement de mode du pays.

Aider les jeunes entrepreneurs à démarrer

João est la preuve qu'un esprit entrepreneurial est important, mais ne suffit pas. Démarrer une entreprise nécessite des compétences et des connaissances qui font souvent défaut aux jeunes entrepreneurs. Le projet transnational **CERlecon** change la donne en Europe centrale. Une nouvelle approche destinée à inspirer et former des jeunes ayant des idées commerciales est actuellement testée dans huit pays. **PlayParks** regroupe des académies qui collaborent et qui encouragent l'apprentissage social mutuel. Elles contribuent au lancement de véritables produits comme un chewing-gum naturel appelé «Alpengummi» qui fait désormais son apparition dans les supermarchés. «Durant les six mois que nous avons passés à PlayPark Vienna, nous avons reçu de précieux commentaires et une formation afin de développer notre plan d'entreprise», expliquent les fondatrices Claudia Bergero et Sandra Falkner.

Faire progresser l'innovation

L'expérience montre que sans innovation continue, même de jeunes entreprises prometteuses comme Alpengummi pourraient rapidement cesser de prospérer. Comment les municipalités et les organismes de recherche encouragent-ils donc les entrepreneurs à poursuivre sur la voie de l'innovation? Grâce aux projets Interreg, le test de nouveaux services, comme des ateliers de conception, permet d'ancrer la recherche au sein des entreprises.

«La coopération transnationale nous offre un accès aux derniers résultats en matière de recherche et aux derniers modèles commerciaux. En pratique, elle nous aide à introduire de nouveaux produits sur le marché», explique Maciej

Pêcheurs au travail au large des pittoresques plages de sable blanc avoisinant Trave di Portonovo, près de la ville d'Ancône en Italie



Bartoszek de Perfectwoodhouse. Il fait partie des nombreux entrepreneurs bénéficiant du projet Interreg **BALTSE@NIOR**. Au sein des ateliers de conception organisés dans la région de la mer Baltique, le projet inspire les entreprises d'ameublement à créer des produits intelligents adaptés aux besoins des personnes âgées, comme un miroir affichant des messages personnalisés et un fauteuil mesurant la tension artérielle. Toutes les méthodes et tous les outils de conception seront accessibles dans une bibliothèque en ligne afin d'aider les entreprises à évaluer les besoins particuliers des personnes âgées dans un pays donné, à adapter leurs produits et à faciliter leur entrée sur d'autres marchés. En même temps, l'intégration de nouvelles technologies dans la conception de meubles traditionnels a un effet positif sur les seniors qui souhaitent rester autonomes plus longtemps.

Ce point s'applique également à d'autres secteurs. Le projet **ARIEL** organise des événements de courtage dans la région adriatico-ionienne afin de soutenir les petites entreprises de pêche et d'aquaculture. Les entrepreneurs et les chercheurs cherchent conjointement des solutions technologiques et autres pour les défis auxquels ils sont confrontés. «Si nous souhaitons augmenter la production locale de nourriture et disposer de petites entreprises de pêche et d'aquaculture compétitives en Europe, les pisciculteurs doivent collaborer avec des organisations scientifiques et commerciales», précise Basilio Ciaffardoni, un pisciculteur italien qui a profité de l'un de ces événements de courtage.

Un meilleur accès au financement

L'accès au financement représente un autre problème crucial lors du développement des entreprises et de l'innova-

tion. Florence Gschwend de Chrysalix Technologies, au Royaume-Uni, reconnaît qu'«en tant que jeune entreprise à ses débuts, nous sommes toujours à court d'argent». Sa société développe un processus innovant de fractionnement de la biomasse en recourant à des liquides ioniques à faible coût. Les projets transnationaux d'Interreg comme **Bio-Base4SME** permettent de tester efficacement de nouvelles idées pour améliorer l'accès de ces entreprises au financement. Le projet a développé un système de coupons pour soutenir la commercialisation d'innovations dans la bioéconomie émergente du nord-ouest de l'Europe. «Ce coupon nous a permis d'ajouter de la valeur grâce au financement que nous avons reçu tout en nous mettant en relation avec une organisation très compétente pour notre travail de développement», ajoute Florence.

AYCH (région atlantique):

<http://www.aych.eu/fr/>

CERlecon (Europe centrale):

<https://www.interreg-central.eu/Content.Node/CERlecon.html>

BALTSE@NIOR (mer Baltique):

<https://projects.interreg-baltic.eu/projects/baltsenior-30.html>

ARIEL (Adriatique-Ionienne):

<https://ariel.adrioninterreg.eu/>

BioBase4SME (nord-ouest de l'Europe):

<http://www.nweurope.eu/projects/project-search/bio-innovation-support-for-entrepreneurs-throughout-nwe-regions/>

Coopération transnationale Interreg



IDÉE

Lors de la phase de lancement, le projet AYCH a mis au point une plateforme pour la formation, l'encadrement, les idées commerciales et l'inspiration.



SOUTIEN AUX JEUNES ENTREPRISES

Les compétences et les connaissances essentielles au lancement d'une entreprise sont fournies par le projet CERlecon.



ASSISTANCE TECHNIQUE

Les entrepreneurs ont besoin de soutien pour innover grâce à la recherche, à des ateliers et à des événements de courtage, comme ceux organisés par ARIEL.



SOUTIEN FINANCIER

L'accès au financement est indispensable pour permettre aux entreprises et à l'innovation de se développer, comme le montre BIOBASE4SME.

Un système de surveillance innovant améliore la coopération transfrontalière



Le système eMS d'Interact a permis d'économiser jusqu'à 20 millions d'euros et de créer une communauté au sein d'Interreg afin de soutenir l'innovation, la coopération et l'harmonisation.

Les discussions sur les systèmes de surveillance sont rarement passionnantes. Toutefois, le système de surveillance électronique (eMS pour electronic Monitoring System), mis au point par le programme Interact financé par le FEDER en tant que système communautaire de surveillance pour Interreg, inverse cette tendance.

Avant la période de financement actuelle, les programmes Interreg (qui disposent de bien moindres budgets que les principaux programmes) créaient généralement leurs propres systèmes de surveillance qui répondaient aux mêmes exigences juridiques globales de manières légèrement différentes.

Pour les programmes Interreg, qui sont spécialisés dans la promotion de la coopération et de l'harmonisation transfrontalières, ce n'était pas la bonne approche.

La force dans les chiffres

Quatre programmes souhaitant se regrouper pour développer un système communautaire de surveillance ont répondu à l'appel d'Interact pour adopter une nouvelle approche. Le nouveau système de surveillance (eMS), qui a été conçu à partir d'une feuille blanche, est accessible gratuitement moyennant des licences pour tous les programmes Interreg.

Le concept initial était que même si le système eMS était utilisé par ces cinq programmes, dont Interact, il permettrait déjà au contribuable européen d'économiser de l'argent et représenterait un bon exercice en matière de coopération.

À ce jour, quelque 37 programmes ont signé des accords de licence pour utiliser l'eMS, ce qui représente une économie d'environ 20 millions d'euros par rapport à une approche non coopérative. Les bénéfices plus larges du système eMS ont été examinés dans une étude d'impact réalisée par le Centre de recherche sur les politiques européennes de l'Université de Strathclyde, en Écosse.

L'étude indépendante a révélé que l'utilisation de l'eMS nécessitait des programmes flexibles qui adoptent une approche commune de la gestion et des processus de base du programme. Cette flexibilité a permis d'étendre la capacité et d'élargir les opportunités d'innovation au sein des programmes.

4 milliards d'euros Fonds de coopération gérés par l'eMS

38% Programmes Interreg utilisant le logiciel eMS

20 millions d'euros Économisés grâce à l'approche coopérative

82% Degré de satisfaction des utilisateurs

« En tant que programme récemment mis au point, eMS nous a aidés non seulement à répondre aux exigences en matière d'e-cohésion, mais nous a aussi fourni un système conçu à partir de l'expérience de gestion collective des programmes de la communauté de programmes Interreg. »

Barbara Di Piazza, responsable du Secrétariat conjoint, programme ADRION d'Interreg dans l'Étude d'impact par cas (avril 2019)

En outre, la communauté mise en place pour soutenir le développement du logiciel a également servi à améliorer l'harmonisation. Les programmes participants ont partagé leurs interprétations des problèmes juridiques complexes, ainsi que leurs approches en matière de gestion de programmes. Ils ont également mis au point et partagé des modules offrant de nouvelles fonctionnalités au système eMS de base.

Évaluer les bénéfices

Après sa création, l'eMS s'est développé pour fournir le système de surveillance et de gestion à environ un tiers de tous les programmes Interreg. Il soutient les grands programmes, qui pourraient se permettre de développer leurs propres systèmes, ainsi que des programmes plus modestes qui rencontreraient des difficultés pour identifier les ressources nécessaires à la mise en place d'un système équivalent.

Pour les plus petits programmes en particulier, l'accès au système eMS a facilité la numérisation du processus de demande, ce qui a permis de réduire les ressources en personnel et les taux d'erreurs.

Les avantages de l'eMS faisaient partie d'une plus grande évaluation de cinq interventions à long terme d'Interact: la création d'outils de mise en œuvre harmonisés (OMH); la base de données keep.eu; le développement d'une marque Interreg harmonisée; ainsi que le soutien d'Interact aux stratégies macro-régionales.

Dans le cadre de l'objectif d'Interact d'améliorer l'administration publique, ces interventions ont considérablement augmenté l'efficacité de la mise en œuvre et de la gestion des programmes, et elles ont amélioré la résistance des instances en charge des programmes à gérer les changements extérieurs.

L'option visant à fournir un système communautaire de surveillance Interreg lors de la prochaine période de programmation est actuellement étudiée par le Comité de suivi d'Interact. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

www.interact-eu.net

LA PAROLE EST À VOUS

PANORAMA
vous invite à
envoyer vos
commentaires!

«La parole est à vous» est la section de *Panorama* où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen présentent leurs réalisations pour la période 2014-2020 et donnent leur avis sur les discussions décisives

actuelles sur la politique de cohésion de l'après-2020. *Panorama* vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous à : regio-panorama@ec.europa.eu pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions.

Politique de cohésion: relever les défis de demain



Constanze Krehl

Députée européenne et coordinatrice des socialistes européens à la commission du développement régional (REGI)

Au cours des dernières décennies, la politique de cohésion a été l'un des outils les plus efficaces de l'Union européenne pour parvenir à la prospérité et à l'égalité en recourant à la solidarité entre les régions.

Non seulement la politique de cohésion a été chargée de réduire les disparités entre les pays et les régions, et d'aider les régions

moins développées à rattraper leur retard, mais elle a également contribué à répondre aux priorités politiques importantes de l'UE, ce qui représente un autre de ses principaux objectifs.

Pour l'avenir, nous souhaitons une politique de cohésion moderne qui tire des enseignements du passé, mais qui s'efforce aussi de relever progressivement les défis d'aujourd'hui et de demain.

C'est pourquoi nous voulons une politique de cohésion qui crée de l'emploi durable et qui, en même temps, respecte l'accord de Paris et les Objectifs de développement durable des Nations unies. Les élections européennes nous ont montré encore une fois que les jeunes veulent que nous luttons contre le changement climatique de manière plus ambitieuse et que nous devons prendre en considération les effets de toutes nos politiques sur l'environnement et les citoyens.

La politique de cohésion peut être un facteur important dans l'UE pour parvenir à une économie zéro carbone à condition de définir le bon cadre. Elle peut soutenir l'innovation dans ce domaine et aider les régions à s'adapter aux changements nécessaires, par exemple dans les systèmes de transports publics.

De plus, nous souhaitons une politique de cohésion qui encourage les régions à relever les principaux défis de l'avenir, comme la mondialisation, le changement climatique et la migration. Une politique de cohésion moderne doit également poursuivre notre lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale et la discrimination.

Nous voulons continuer à aider les citoyens à atteindre leurs objectifs personnels et à relever leurs défis. Nous veillerons encore à inclure totalement les régions et leurs besoins ainsi que ceux de la société civile et des partenaires sociaux.

Ainsi, la politique de cohésion sera un instrument important pour atteindre les priorités politiques de l'UE et pour garantir un avenir prospère à l'Union européenne. ■



Parlement européen

Investir dans un futur rôle pour la politique de cohésion

Le rôle et l'importance de la politique de cohésion ont évolué ces dernières années. Au fil du temps, ses missions se sont étendues et elle est devenue l'un des principaux outils d'investissement de l'UE.

Initialement, le principal objectif de la politique de cohésion consistait à réduire les disparités entre les régions européennes dans les années 1970, 1980 et 1990. Elle a non seulement aidé les régions à atteindre cet objectif, mais elle a également renforcé leur compétitivité.

En même temps, l'intérêt pour la dimension urbaine s'est accru, notamment l'approche intégrée qui revêt depuis une importance particulière. Par conséquent, la politique de cohésion s'est lentement transformée pour passer de son «approche traditionnelle» initiale, fondée exclusivement sur les investissements dans les infrastructures, à sa nouvelle version qui intègre une dimension sociale.

En outre, au fil du temps, la politique de cohésion a également commencé à répondre aux nouveaux défis comme le changement climatique, la numérisation



Jan Olbrycht
Député européen et coordinateur du Parti populaire européen à la commission du développement régional (REGI)

et les TIC. Les villes intelligentes ont commencé à se propager rapidement, et les régions ont compris qu'elles devaient élaborer leurs stratégies de spécialisation intelligente afin de renforcer leur compétitivité.

Il est important de noter qu'une partie des fonds de la politique de cohésion a également été efficacement investie dans le renforcement de nouveaux centres de recherche, et dans leur coopération, afin de parvenir à l'excellence et pouvoir concourir pour un financement du programme Horizon 2020. En observant le débat en cours, nous ne pouvons que constater la forte

tendance à limiter la politique de cohésion à son rôle initial, à savoir réduire les disparités, et à diminuer ainsi son importance pour les investissements.

Selon moi, un tel changement est défavorable, car il sous-estime, et même ignore, les réalisations de la politique de cohésion dans le domaine du lancement d'investissements et de la décentralisation, y compris la participation du public.

Il n'est pas étonnant qu'en cherchant à réaliser des économies dans le futur budget de l'UE pour la période 2021-2027, le budget proposé par la Commission pour la politique de cohésion soit réduit par rapport au cadre financier actuel. Au cours de ce mandat, le Parlement européen s'est fortement opposé à une réduction de la politique de cohésion à l'avenir.

J'espère que le débat sur la politique de cohésion se poursuivra et qu'il lui permettra de faire valoir pleinement sa signification multidimensionnelle. ■



Parlement européen

PROGRAMME YOUTH4REGIONS

Le programme Youth4Regions promeut la formation de la prochaine génération de journalistes spécialisés en politique régionale. Il encourage ces jeunes européens à communiquer sur des projets financés par l'UE.



Le Sommet demande une Europe plus proche de ses citoyens

Présent au récent Sommet européen des régions et des villes 2019 organisé en Roumanie, Amaury Bisiaux, un jeune journaliste français lauréat du concours de blogs #EUinMyRegion, réfléchit aux objectifs et aux aspirations de la Déclaration de Bucarest.

Le 8^e Sommet européen des régions et des villes a eu lieu les 14 et 15 mars 2019 à Bucarest, en Roumanie. Environ 700 élus locaux et régionaux ont présenté la «Déclaration de Bucarest», rédigée par le Comité des régions avec pour objectif de «renforcer le fondement démocratique de l'Union européenne».

«L'Union européenne a besoin de ses régions et de ses villes autant que celles-ci ont besoin de l'Union européenne», peut-on lire dans la Déclaration de Bucarest, fruit de trois mois de travail du Comité européen des régions, et qui a finalement été adoptée lors du sommet dans la capitale roumaine.

L'Europe est dans une année fatidique entre la montée des populistes qui s'annonce pour les prochaines élections européennes et la sortie du Royaume-Uni de l'Union. Au cours de cet événement, le négociateur en chef de l'UE pour le Brexit, Michel Barnier, a exprimé ses inquiétudes quant à un Brexit sans accord, citant les «innombrables conséquences» de cette éventualité, en particulier pour le Royaume-Uni, aux niveaux humain, social, économique et financier.

Se remettre sur les rails

L'UE doit se réinventer si elle ne veut pas disparaître. À l'ère de la mondialisation, de la révolution numérique et du changement climatique, l'Europe doit s'adapter à son époque sans pour autant renier ses valeurs. La Déclaration de Bucarest commence par rappeler que «l'Union européenne [a été] fondée sur les principes de liberté, de solidarité, de démocratie».

Le problème est qu'aujourd'hui, pour la plupart de nos concitoyens, l'Europe rime trop souvent avec Bruxelles; la capitale européenne qui décide de tout. Les sondages montrent une vision de l'UE qui serait trop bureaucratique, trop opaque, trop loin, bref, trop éloignée de ses citoyens. Résultat, 58 % des Européens n'ont aujourd'hui plus confiance dans les institutions de l'UE, selon le dernier Eurobaromètre.

Pour le Comité des régions, la solution ne peut pas venir du «haut» mais bien du «bas», c'est-à-dire des élus locaux et régionaux. Pas une Europe des nations mais une Europe des régions. Le sommet était judicieusement placé sous la bannière «(Re)fonder l'Union européenne», dont la Déclaration de Bucarest s'inspire.

L'objectif de cette Déclaration adressée aux dirigeants européens est bel et bien de (re)fonder l'UE «afin d'accroître le sentiment d'appartenance [des jeunes] au projet européen» et ainsi éviter que «l'intégration européenne devienne un processus réversible». Mais comment inculquer ce sentiment européen à la jeune génération, qui est de loin la plus abstentionniste lors des élections?



«La démocratie commence au sein de nos régions et de nos villes»

L'absence de participation aux élections politiques ne signifie pas l'absence de participation à la vie politique. On le voit aujourd'hui avec les nombreux jeunes qui s'engagent pour le climat, pour plus de justice sociale et de démocratie à travers toute l'Europe: les jeunes ne sont pas absents du débat.

L'Europe, que l'on a tendance à voir très hiérarchique, très bureaucratique, repose pourtant sur un principe essentiel: la subsidiarité. Le principe de subsidiarité défend l'idée que l'Union ne peut intervenir que si les États ne peuvent faire mieux à leur échelle. C'est-à-dire toujours accorder la préférence à la strate inférieure autant qu'elle est efficace pour mener une politique publique.

Mais si le niveau le plus efficace n'était ni le niveau européen ni le niveau national, mais bien le niveau régional, voire local? «La démocratie commence au sein de nos régions et de nos villes. Les élus locaux sont les plus proches de la population et entretiennent des relations quotidiennes avec les citoyens», a rappelé Karl-Heinz Lambertz, président du Comité européen des régions.

Si l'UE est, avant tout, une union économique et financière, comme l'ont voulu ses fondateurs, il faut que «les droits sociaux puissent être placés sur un pied d'égalité avec les droits économiques». C'est en agissant sur trois volets, l'économie, le domaine social et l'environnement, que l'on pourra réellement mettre en œuvre les Objectifs de développement durable des Nations unies.

Tout cela demande une «plus grande décentralisation» mais, surtout, un investissement. C'est pourquoi la Déclaration de Bucarest réclame également un «budget ambitieux» pour l'UE.

L'Europe sera-t-elle prête à faire plus confiance à ses villes et ses régions pour gouverner? C'est le grand défi que devra relever la prochaine Commission qui prendra ses fonctions plus tard cette année après les élections européennes.

Durant le sommet, Karl-Heinz Lambertz et le président du Comité économique et social européen, Luca Jahier, ont une nouvelle fois demandé aux institutions européennes de travailler sur un «mécanisme permanent de consultation». Bien que les recommandations de ces deux comités n'aient qu'une finalité informative, depuis 2015, le CdR a déjà organisé plus de 200 dialogues rassemblant 40 000 citoyens. Le Comité demande également que le prochain budget de l'UE (2020) soit augmenté de 1% à 1,3% du revenu national brut de l'UE-27. ■



Amaury Bisiaux a étudié la communication politique à l'Université de la Sorbonne en France. En tant que lauréat du concours de blogs 2018 organisé dans le cadre de la campagne EUinMyRegion de la DG REGIO, il a bénéficié d'une formation de trois semaines pour étudier la communication politique à Bruxelles et a ensuite été sélectionné comme jeune journaliste accrédité pour couvrir le Sommet de Bucarest.

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://cor.europa.eu/fr/summit2019>

«Interreg Volunteer Youth»

Des idées de jeunes bénévoles pour renforcer la cohésion en Europe

Le 8^e Sommet européen des régions et des villes, qui a eu lieu à Bucarest, en Roumanie, les 14 et 15 mars 2019, a rassemblé plus de 900 dirigeants européens, nationaux, locaux et régionaux venus de toute l'Europe afin de débattre du futur de l'Union européenne et de la manière d'impliquer plus efficacement les citoyens dans le projet européen. L'événement a été coorganisé par le Comité européen des régions, la présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne, et la délégation roumaine au CdR. Au cours de l'événement, une déclaration des dirigeants locaux et régionaux sur l'avenir de l'Europe a été adoptée afin de partager leurs opinions avant le prochain mandat des institutions de l'UE. <https://bit.ly/2YrYjhZ>

Ci-dessous, nous exposons les impressions et opinions de deux journalistes en herbe d'IVY qui ont assisté au sommet.



Lors de mon expérience au Service volontaire européen, j'ai travaillé sur un projet d'enseignement supérieur à l'Université portugaise de Minho à Braga. J'ai également participé à IVY dans le cadre du programme Interreg South Baltic à Gdansk, en Pologne.

UNE EUROPE PLUS SOLIDAIRE QUE JAMAIS

En tant que bénévole IVY au Secrétariat conjoint d'Interreg South Baltic, j'ai eu l'occasion d'assister au 8^e Sommet européen des régions et des villes qui était essentiellement consacré à l'importance de la politique de cohésion.

Afin de se développer de manière harmonieuse, l'Union européenne doit essayer de renforcer sa cohésion économique, sociale et territoriale, conformément au principe de subsidiarité.

Les États membres de l'UE, en particulier les moins développés, ne sont pas en mesure d'atténuer ni de supprimer à eux seuls les problèmes complexes rencontrés par leurs régions, comme celui des infrastructures inadaptées. En effet, l'utilisation stratégique des Fonds structurels et d'investissement

européens (Fonds ESI) est essentielle, comme l'a souligné la commissaire européenne en charge de la politique régionale, Corina Crețu, durant l'événement.

Grâce à ses projets interpersonnels, la politique de cohésion est un outil efficace pour créer et maintenir des liens entre les citoyens de l'UE, non seulement au niveau local mais aussi, et surtout, entre les régions et les villes des États membres. Elle est également impliquée dans différents programmes transfrontaliers, comme Interreg. En outre, elle comprend la consolidation d'un dialogue structuré et permanent, grâce à la compréhension mutuelle entre les institutions de l'UE, comme la Commission européenne, et les régions des États membres, par le biais d'une gouvernance efficace et opérationnelle à plusieurs niveaux. Leur objectif consiste à relever les nouveaux défis globaux et à renforcer l'esprit d'unité parmi les Européens. C'est pourquoi il est indispensable de raviver la valeur ajoutée de la politique de cohésion, selon la Déclaration de Bucarest: «Construire l'Union européenne à partir de la base avec nos régions et nos villes».

Danilo Distefano



En tant qu'ancienne bénévole française de l'Interreg Volunteer Youth, j'ai effectué une mission au bureau des affaires européennes de la région d'Émilie-Romagne (Italie) où j'ai contribué aux projets MED Interreg.

D'INTERREG SUR LE TERRAIN AU SOMMET DES RÉGIONS ET DES VILLES

En tant que bénévole de l'Interreg Volunteer Youth, assister au Sommet des régions et des villes était l'occasion de découvrir la politique de cohésion sous un autre angle. L'initiative IVY propose que de jeunes européens puissent intégrer des institutions locales en prenant part à des programmes transrégionaux Interreg et soutenir et promouvoir leurs réalisations dans les communautés ciblées. Cela m'a permis d'impliquer la région de l'Émilie-Romagne (Italie) dans ces programmes et d'assister à la coopération d'IVY avec ses partenaires universitaires, associés et privés sur le terrain.

Leurs actions, découlant des priorités européennes, et leurs recommandations du bas vers le haut aux autorités nationales et européennes, alimentent un dialogue constant tout en soulevant des questions sur les pouvoirs octroyés à chaque niveau politique pour mener à bien les réformes et les politiques, et influencer le niveau européen.

De telles conversations ont été examinées à Bucarest, où 150 dirigeants locaux ont été invités à débattre de la nécessité pour les niveaux locaux de gouvernance d'avoir leur mot à dire dans les affaires européennes. Centré autour des trois thèmes de la démocratie, de la proximité et de la solidarité, un consensus a été atteint sur le rôle crucial des autorités locales élues pour gérer les défis communs et/ou spécifiques rencontrés par les sociétés actuelles, grâce à de meilleures connaissances et à une plus grande portée.

Mais comment peuvent-elles «(Re)fonder l'Union européenne», comme le suggère le titre du Sommet? Le défi consiste à rapprocher l'UE de ses citoyens. De nombreux participants ont déclaré que les campagnes électorales du Parlement européen devraient être plus européennes et moins centrées sur des programmes nationaux. Afin de promouvoir la confiance et la communication, le Comité des régions souhaite augmenter le nombre de canaux pour favoriser la participation démocratique et permettre aux citoyens européens de mieux comprendre et connaître l'impact considérable de la politique de cohésion, en commençant, par exemple, par évoquer des petites initiatives comme l'IVY.

Élodie Joseph-Auguste



La région de Moravie-Silésie: intelligente, innovante et bien équilibrée

La Moravie-Silésie, située au nord-est de la République tchèque, est la troisième région la plus peuplée du pays. Bien qu'elle soit fortement industrialisée, elle compte également de magnifiques paysages montagneux, trois grandes zones protégées et quelques réserves naturelles de moindre taille.

Figurant aujourd'hui parmi les 14 régions administratives de la République tchèque, la Moravie-Silésie était autrefois divisée entre les terres historiques de Moravie et de Silésie. Même la capitale de la région, Ostrava, dispose d'une partie moravienne (Moravská Ostrava) et d'une partie silésienne (Slezská Ostrava).

S'étendant sur une superficie de 5 427 km², la région comptait 1 203 299 d'habitants au début de l'année 2019. Après Prague, il s'agit de la densité de population la plus élevée de la République tchèque (222 par km²). La plus grande ville de la région est Ostrava, où vivent près de 300 000 habitants.

En 2017, le produit intérieur brut de la région de Moravie-Silésie s'élevait à 18,017 milliards d'euros, générant 9,38 % du PIB national. Le PIB par habitant de la région représente 82,4 % de la moyenne nationale et 74 % de la moyenne de l'UE.



Il s'agit de l'une des régions les plus fortement industrialisées de la République tchèque, où l'industrie représentait 41,7 % de son PIB en 2017. Le taux d'emploi est à son plus haut niveau depuis 2000: la proportion de travailleurs a atteint 59,4 % en 2017, soit le taux le plus élevé depuis 10 ans. Les principaux secteurs industriels comprennent la sidérurgie et l'ingénierie, alors que l'industrie automobile joue un rôle de plus en plus important depuis 10 ans, parallèlement aux technologies de l'information. La région a également une longue tradition d'extraction de charbon (voir ci-dessous).

En 2018, la proportion d'habitants ayant une formation universitaire s'élevait à 16,8 %. Aujourd'hui, la région de Moravie-Silésie se classe dans la moyenne européenne selon



les niveaux d'innovation. La recherche, le développement et l'innovation sont principalement menés par de grandes entreprises technologiques qui opèrent sur la scène internationale. Début 2017, le *Moravian-Silesian Innovation Centre* a été inauguré, avec pour mission de stimuler la croissance et l'innovation au sein des entreprises. Récemment, la région a également assisté à la création de plusieurs zones industrielles majeures, de parcs scientifiques et technologiques et d'autres projets attirant un portefeuille intéressant d'investisseurs. Ostrava abrite le centre de calcul haute performance IT4Innovations qui propose des services aux équipes de recherche scientifique et aux entreprises.

Bien connectée

La majorité de la région profite de bonnes infrastructures routières. De nombreuses villes et de nombreux villages sont reliés à l'autoroute D1 et au corridor ferroviaire. En ce qui concerne les corridors de transit, la région est géographique-

ment bien située, avec des liaisons vers la Pologne et la Slovaquie. L'aéroport international dispose de nombreuses installations pour les avions, les passagers et le fret. Un système de transport public intégré fortement développé signifie que près de 80% des habitants vivent dans une communauté reliée au réseau ferroviaire.

Les trois zones protégées, d'une beauté naturelle exceptionnelle, que compte la région représentent 17,3% de sa superficie. Il s'agit des zones montagneuses des Beskides et de Jeseníky et des terrains marécageux de la rivière Odra et de la région de Poodří. La Moravie-Silésie compte un certain nombre de stations thermales importantes. Des levés souterrains ont montré que la pureté des eaux de mine d'Ostrava provenant des anciennes mines de charbon fait jeu égal avec l'eau thermale; des plans sont en cours d'élaboration afin de l'exploiter.

La région possède un riche patrimoine culturel; le paysage est parsemé de quelque 103 châteaux et forteresses. De nombreux festivals internationaux de musique ont lieu ici en plus d'autres événements culturels, sportifs et sociaux, comme le Championnat du monde junior de hockey sur glace qui se tiendra fin 2019.

Des gestionnaires d'entreprises innovantes soulignent la qualité de vie dans la région. Ses principaux atouts comprennent l'accessibilité aux zones montagneuses, les activités culturelles et sportives, les soins de santé, les installations familiales, le logement et les opportunités de maintenir un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.msk.cz/index-en.html>





Une région charbonnière en transition

La transformation vers une économie axée sur la neutralité climatique peut avoir un impact positif global sur l'économie de l'UE. Néanmoins, l'abandon des secteurs traditionnels comme le charbon implique également de relever certains défis et pourrait augmenter les disparités sociales et régionales. C'est pourquoi ce processus de modernisation profonde doit être bien géré afin de garantir une transition juste et socialement acceptable pour tous.

Dans le cadre de l'Union de l'énergie, la Commission a lancé une initiative destinée à fournir un soutien personnalisé aux régions charbonnières qui doivent procéder à une transition. L'objectif consiste à aider ces régions à se préparer aux changements structurels liés à leur transition énergétique et à répondre à leurs potentiels effets socio-économiques négatifs.

Des équipes nationales, composées d'experts de la Commission, apportent un soutien, alors qu'une plateforme mise en place par la Commission au niveau européen rassemble toutes les parties prenantes concernées et offre un accès à l'assistance technique et au renforcement des capacités.

Les équipes nationales interagissent étroitement avec les autorités nationales et régionales et avec d'autres acteurs pertinents afin de définir des solutions qui accélèrent le processus de diversification économique et de transition technologique. Les équipes conseillent également les régions afin qu'elles accèdent aux financements disponibles, tirent le meilleur parti possible de leurs stratégies de spécialisation intelligente, promeuvent les activités novatrices et mettent en place des stratégies de décarbonation. Il s'agit notamment du financement de la politique de cohésion qui offre un cadre d'investissement stable et à long terme.

Les régions charbonnières partagent leur expérience grâce à la plateforme, qui rassemble des représentants régionaux et nationaux, des partenaires sociaux, l'industrie et la société civile pour partager leurs bonnes pratiques et apprendre les uns des autres. L'Europe compte 41 régions réparties dans 12 États membres qui exploitent encore le charbon, dont les régions tchèques de Moravie-Silésie, Ústí nad Labem et Karlovy Vary. Le secteur de l'extraction du charbon emploie 10 000 personnes en Moravie-Silésie, qui a rejoint la plateforme en mars 2018.

La première vague de fermeture des exploitations a eu lieu en 1989. La seconde vague actuelle a un impact direct sur tous les domaines de la vie: étant donné que la région abrite

< Les bâtiments de l'ancienne mine de Barbora, à proximité de Karviná, sont transformés en parcs de loisirs et en complexes à diverses finalités

quelques grandes entreprises industrielles qui dépendent du charbon, sa transformation pourrait réduire le nombre de personnes qui partent parce qu'ils ont perdu leur emploi. En même temps, les centrales thermiques et électriques traditionnelles alimentées en charbon fermeront, ce qui pourrait entraîner une augmentation des prix de l'énergie. Les centrales existantes devront être remplacées, et ce changement impliquera de grands efforts et un financement considérable.

Prendre un nouveau départ

Le gouvernement tchèque a lancé un programme intitulé RE:START afin d'appuyer la transformation des régions confrontées à des défis structurels. Il est le principal garant du programme, bien qu'il ne bénéficie d'aucun financement spécifique au niveau national. RE:START utilise les mécanismes actuels pour accéder aux fonds publics des programmes européens et nationaux. Il permet de lancer des appels spécifiques pour les trois régions affectées ou régions charbonnières à privilégier dans les appels nationaux, par exemple par le recours à des bonus. En ce moment, les programmes, qui totalisent 700 millions d'euros, sont disponibles pour les demandeurs.

Au sein de RE:START, une stratégie de restructuration a été mise en place afin de déterminer plusieurs piliers de transformation essentiels pour la région de Moravie-Silésie. L'objectif consiste à aider les entreprises locales à s'adapter au changement et à attirer des investissements étrangers afin d'augmenter leur

valeur ajoutée. Le soutien à la recherche et au développement est une priorité qui s'accompagne de bénéfices pour l'économie de la région. Les habitants ne sont pas oubliés, étant donné que la région entend offrir de meilleures opportunités éducatives centrées sur des sujets techniques, supprimant ainsi les obstacles liés à une possible instabilité sociale.

Le projet «Landscape after Mining», qui cible la zone comprise entre les villes de Karviná, Havířov et Orlová fortement affectée par l'extraction de charbon au cours des trois siècles derniers, illustre cette transformation. Certaines mines sont toujours opérationnelles, mais leurs fermetures sont planifiées, ce qui contraint à trouver une nouvelle solution pertinente et fonctionnelle pour la région.

Il est possible d'affecter les sites des anciennes mines de charbon à l'industrie légère, de les transformer en parcs de loisirs, en centres pour la recherche et le développement, de les utiliser à diverses fins ou à des fins récréatives à court terme. Des travaux sont en cours pour attirer davantage de visiteurs au lac de Karvinské Moře et dans la zone qui entoure l'église «penchée», qui a coulé de 37 mètres au cours des trois siècles derniers. De nouvelles utilisations sont également à l'étude pour les bâtiments de production de la mine de Barbora et le carreau de la mine de charbon de 80 mètres de haut de František. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://restartregionu.cz/in-english/>



Fier de la région et de sa transformation dynamique

Le nord-est de la République tchèque était autrefois surnommé le cœur d'acier du pays, foyer de personnes fortes et résistantes. Aujourd'hui, le regard porté sur cette région a radicalement changé. *Panorama* a invité le président régional Ivo Vondrák à expliquer la transformation de la Moravie-Silésie, l'une des régions les plus dynamiques du pays, qui encourage l'innovation et soutient l'éducation, tout en attirant davantage de touristes chaque année.



Monsieur le Président, la Moravie-Silésie connaît actuellement une transformation. Quel rôle l'adhésion de la République tchèque à l'UE a-t-elle joué dans ce processus?

Quinze ans plus tard, je crois toujours que l'adhésion du pays à l'UE était la bonne décision, elle a apporté beaucoup de bénéfices à notre région et, par-dessus tout, à ses habitants. La Moravie-Silésie a un long passé industriel en raison de ses riches veines de charbon. Le bassin de Haute-Silésie contient les plus grands gisements de charbon du pays, dont l'extraction a débuté au XVIII^e siècle.

Le repli des activités minières a commencé à la fin du siècle dernier et a été vécu comme un choc pour la région et ses habitants. L'adhésion de la République tchèque à l'UE nous a aidés à faire face aux changements et nous a permis de nous préparer à un

avenir sans charbon. La disparition imminente de l'extraction minière aura également un impact sur d'autres industries qui en dépendent directement, comme la sidérurgie et la production d'électricité. La bonne manière de faire face à ces changements consiste à encourager l'innovation, la numérisation et le développement de nouvelles compétences.

Je pense que nous allons dans la bonne direction. L'industrie lourde employait autrefois la plupart des habitants de notre région. Les technologies de l'information et la fabrication de véhicules emploient aujourd'hui autant de personnes que la sidérurgie, ce qui est une bonne nouvelle dans la mesure où il est essentiel de proposer à nos citoyens des opportunités d'emploi intéressantes. La Moravie-Silésie a longtemps souffert d'une baisse de sa population. Les derniers chiffres sont encourageants, car le nombre de personnes qui quittent la

région a diminué de moitié en un an, et nous entendons mettre fin au départ des jeunes talentueux et expérimentés. En d'autres termes, nous devons garantir l'accès à un bon emploi pour un bon salaire, et proposer de bonnes opportunités de loisirs dans un environnement agréable et sain.

Comment les financements de l'UE vous aident-ils? Pouvez-vous citer quelques projets spécifiques?

Les financements européens ont largement contribué à la qualité de vie en Moravie-Silésie. Les projets les plus importants ont été mis en œuvre dans les domaines du transport, des services sociaux et des soins de santé, de la science, de la recherche et de l'innovation. De nombreux projets n'auraient pas pu voir le jour sans les fonds de l'UE, ou ils se seraient concrétisés mais de manière beaucoup plus lente et à plus petite échelle.

« La plateforme pour les régions charbonnières en transition est un élément clé; nous avons vu d'un très bon œil la décision de la Commission européenne. »

Les subventions européennes ont largement contribué à la reconstruction et au développement des infrastructures de transport. Bâtir des infrastructures de transport de haute qualité revient à disposer d'un multiplicateur économique ayant des effets positifs sur l'emploi et la stabilisation de l'économie. Plus précisément, la région a investi 207 millions d'euros dans la reconstruction et la réparation de routes, grâce à des fonds du programme opérationnel régional de la Moravie-Silésie et à nos propres ressources. L'un des plus importants investissements, de l'ordre de 21 millions d'euros, a servi à mettre en place le contournement d'Opava afin de réduire la congestion dans la ville.

Les investissements réalisés dans les soins de santé ont également joué un rôle essentiel: le financement européen a favorisé la construction de salles d'opération à l'hôpital de Frýdek-Místek, ainsi que la création et l'équipement de services d'hospitalisation à l'hôpital silésien d'Opava.

Près de 228 millions d'euros ont servi à la construction de centres de recherche dédiés à l'énergie, à l'environnement et au calcul prospectif à partir de superordinateurs. Construire une Industrie 4.0 moderne est aussi important pour nous que de soutenir les technologies intelligentes dans nos villes et territoires.

Les ressources auxquelles nous pouvons accéder grâce aux fonds européens sont essentielles pour le développement de notre région. La plateforme pour les régions charbonnières en transition est

un élément clé; nous avons vu d'un très bon œil la décision de la Commission européenne. La transition vers l'énergie à faible teneur en carbone est également soutenue par le programme RE:START du gouvernement tchèque, qui entend répondre aux besoins spécifiques des régions charbonnières en transition.

Comment prévoyez-vous d'utiliser les futurs financements européens?

La Moravie-Silésie a déterminé les principaux piliers de sa transformation en s'appuyant sur la stratégie de restructuration du gouvernement. Nous souhaitons continuer non seulement à soutenir les entreprises locales afin qu'elles puissent faire face aux changements, mais aussi à générer plus de croissance et attirer plus de sociétés orientées sur l'exportation, qu'elles soient tchèques ou étrangères. La principale priorité consiste à soutenir la recherche et le développement qui profiteront à l'économie locale. Nous avons adopté une approche active ici, en nous associant aux autorités locales et aux universités d'Ostrava pour mettre en place le Centre d'innovation de Moravie-Silésie (MSIC). Cette initiative nous a permis de stimuler le recours à l'innovation et d'aider les entreprises à se développer. Le lancement du MSIC s'est avéré absolument essentiel pour notre région. C'est un lieu où les idées audacieuses et les personnes talentueuses se regroupent et où il est possible de tracer l'orientation future de la région. Je pense qu'il peut être étendu pour proposer un plus large portefeuille de services destinés à soutenir les entreprises, l'innovation et la planification audacieuse.

Un autre partenaire important du développement de notre région est l'entreprise *Moravian-Silesian Investment and Development* (MSID) qui encourage le changement non seulement par le biais de l'entreprise et du marketing, mais aussi par l'investissement. Et le pacte pour l'emploi de la Moravie-Silésie (MSPakt) nous aide à gérer le marché du travail régional. Ensemble, le MSIC, la MSID et le MSPakt contribuent considérablement au développement de notre région, améliorant la compétitivité et la qualité de vie des habitants. Grâce à l'UE, je pense que nous avons pris un très bon départ et que nous sommes en mesure de poursuivre et de mener à bien notre mission de transformation.

Nous ne restons pas assis les bras croisés; nous avons des projets très précis. Le projet «Landscape after Mining», par exemple, cherche des solutions intelligentes et efficaces pour utiliser les zones minières qui ont subi les effets négatifs de l'extraction de charbon. Nous avons également des projets pour construire un centre de réadaptation complexe à Třinec et pour moderniser le service pulmonaire de l'hôpital de Frýdek-Místek. En outre, nous élaborons des projets stratégiques afin d'améliorer les normes éducatives. Nous savons donc comment utiliser à bon escient les financements européens en privilégiant la qualité de vie de nos citoyens et l'environnement. Je serais ravi que notre région continue à bénéficier d'un soutien de l'Europe, car c'est extrêmement important pour la Moravie-Silésie et ses habitants. ■

Le nouveau visage de Dolní Vítkovice



Dolní Vítkovice est une zone industrielle unique qui permet non seulement de découvrir le processus historique «charbon-coke-fer», original et préservé, mais qui représente également un lieu où les citoyens peuvent se délasser et en apprendre plus sur la nature ou l'industrie.

En 1828, les ferronneries ont vu le jour ici, suivies par la mine de charbon, façonnant ainsi le caractère industriel d'une région qui emploie des milliers de personnes. Toutefois, en 1998, la production a cessé.

Cette situation a soulevé la question de l'avenir de cette zone industrielle unique. Une option envisagée a été de la démolir entièrement. Heureusement, il a finalement été décidé de reconstruire la zone, transformant le complexe en un centre éducatif, culturel et social unique qui aide actuellement les jeunes et les visiteurs adultes (regarder la vidéo).

1. Gong: À l'époque, 50 000 mètres cubes de gaz de haut-fourneau purifié se trouvaient ici. Aujourd'hui, Gong accueille jusqu'à 2 000 visiteurs participant à des événements éducatifs, culturels et sociaux. Les universitaires y bénéficient d'un enseignement; des conférences internationales et des congrès y sont organisés, ainsi que des ateliers, des formations et des expositions artistiques.

2. Bolt Tower: Autrefois, jusqu'à 1 200 tonnes de fonte brute étaient produites par jour dans les entrailles du haut-fourneau n° 1. Aujourd'hui, les visiteurs sont invités à suivre un

RECETTES GAGNANTES DANS LA CRÉATION DE LOGEMENTS SOCIAUX PILOTES À OSTRAVA



Grâce à l'attention particulière qu'il a portée aux activités inclusives et aux logements sociaux, le projet «A place to call home» a remporté un prix RegioStars 2018 dans la catégorie 3: Créer un meilleur accès aux services publics. Ce projet a rénové 150 appartements dans la troisième plus grande ville de République tchèque, pour des familles qui devraient autrement vivre dans des logements inférieurs aux normes. Il a également développé des processus pour faciliter l'accès au logement, un cadre pour coopérer avec les districts de la ville, et une assistance sociale pour les locataires afin de les aider à mener une vie plus stable et sûre et à s'impliquer dans la communauté.

<https://europa.eu/!JR33tP>



3.

4.

5.

6.

parcours qui retrace le processus de production du fer, et à emprunter le même chemin que celui des matières premières nécessaires à la production de fonte brute et qui étaient acheminées vers «la plus vieille dame du site», ainsi nommée car ses fondations remontent à 1911. Depuis mai 2015, il est possible de visiter la nouvelle extension de la Bolt Tower qui abrite le plus haut café d'Ostrava.

3. Centre des sciences et de la technologie: Le site de 14 000 m² présente la science et la technologie sous une forme divertissante et révèle les secrets des technologies modernes. Des mystères de la science, des curiosités de la recherche mondiale et des idées techniques sont exposés ici. Les explorateurs, jeunes et adultes, peuvent découvrir le fonctionnement des villes, de la radio ou du corps humain, comprendre ce qu'est un arc-en-ciel ou comment un bateau peut parcourir les océans. Ce bâtiment impressionnant sur le plan architectural comprend des salles de classe parfaitement équipées, des salles de conférence, une salle de cinéma pouvant accueillir 200 spectateurs, ainsi que des équipements techniques et audiovisuels modernes.

4. Centre des sciences et de la technologie U6: Deux turbines géantes de 900 tonnes sont entourées par plus de 100 expositions interactives qui expliquent la science et la technologie de manière divertissante. Les visiteurs peuvent faire le plein de découvertes et comprendre les problèmes techniques les plus complexes parmi les turbines historiques et les expositions itinérantes. Ils peuvent essayer de dérouler leur propre tôle d'acier, construire un pont en fer, produire de l'électricité ou même «voler» dans l'espace.

5. Centre créatif Hlubina: Depuis mai 2015, le site de l'ancienne mine de charbon bitumineux de Hlubina, qui fait partie intégrante de l'ancien complexe industriel, a ouvert. Les anciens bâtiments ont été transformés en un nouveau

quartier artistique afin d'informer les participants sur des thèmes variés comme les sciences sociales, l'art et l'artisanat. Les bâtiments destinés autrefois aux activités et à l'administration ont été aménagés et comprennent aujourd'hui un centre culturel multigenre avec des cinémas, des salles de répétition de musique et un studio d'enregistrement, des espaces de présentation, des studios et des salles de danse.

6. Parc de festivals: Ce lieu offre un cadre unique pour l'organisation d'immenses festivals et événements non traditionnels destiné à accueillir moins de visiteurs sur un site de 200 000 m² implanté dans un décor industriel.

Toutes ces attractions ont été créées avec la contribution des fonds de l'UE: huit projets ont pu voir le jour ici grâce au FEDER qui a octroyé près de 48 millions d'euros. L'investissement total de ces projets a avoisiné les 70 millions d'euros.

La transformation a également permis de créer des synergies dans la région, avec la réalisation de dizaines de projets dans différents domaines. La zone est devenue incontournable dans le renouveau des activités éducatives et récréatives, non seulement à l'échelle locale, mais aussi à travers toute la région de Moravie-Silésie. ■

POUR EN SAVOIR PLUS:

<http://www.dolnivitkovice.cz>

<https://www.youtube.com/watch?v=a3rR5VJK5p4&t=79s>

Le financement de l'UE stimule le tourisme en Moravie-Silésie

Les fonds européens contribuent également à renforcer l'attrait touristique de la région de Moravie-Silésie en modernisant les installations destinées aux visiteurs et aux touristes locaux.

Les petites villes situées dans les contreforts des Beskides font partie des meilleurs endroits à visiter en République tchèque. Les visiteurs peuvent déguster le pain d'épices parfumé de Štramberk, une ville dont la beauté lui a valu le surnom de «Bethléem de Moravie». De même, Nový Jičín compte l'une des plus belles places du pays. Les visiteurs peuvent découvrir l'excellente exposition interactive au Centre des visiteurs de Nový Jičín, qui retrace l'histoire de la longue tradition de la fabrication de chapeaux de la ville. Cette exposition a bénéficié d'un financement de 238 436 euros du FEDER, sur les 511 929 euros que coûte le projet.

Un autre joyau des contreforts des Beskides est la ville de Příbor, le lieu de naissance de Sigmund Freud. En plus de la maison familiale du célèbre père de la psychanalyse, la ville compte également un monastère piariste du XVIIe siècle. L'importante rénovation du bâtiment a bénéficié d'un financement du FEDER en deux phases, soit 1 059 580 euros sur le coût total de 1 295 519 euros. La rénovation des fabuleux jardins du monastère a également reçu une aide de l'UE. Le monastère se compose de la salle commémorative Sigmund Freud, d'une bibliothèque et d'une exposition retraçant l'histoire de Příbor.

Des attractions saines

Dans les contreforts des Jeseníky se trouve la charmante ville thermale de Karlova Studánka, dont l'air est le plus pur d'Europe centrale. À Bruntál, la plus ancienne ville de République tchèque, les touristes peuvent visiter le château ou essayer le centre de bien-être Bruntál, qui comprend des attractions aquatiques. Le coût global de la reconstruction s'élevait à 5 617 409 euros, auquel l'UE a contribué à hauteur de 1 860 464 euros.

Une autre attraction intéressante de la région est le chemin de fer historique à voie étroite qui remonte à 1898 et relie Třemešná en Silésie à Osoblaha le long de la «ligne aux cent virages». Le projet destiné à moderniser et développer le chemin de fer à voie étroite a été partiellement financé par l'UE (142 801 euros sur un coût total de 350 940 euros) et comprenait l'achat de matériel roulant historique destiné aux excursions.

De Jeseníky, les cyclistes peuvent emprunter la *Silesian Scenic Way*, qui part de Krnov et passe par la perle blanche de Silésie, la ville d'Opava, pour arriver au château baroque de Kravaře. La construction de la piste cyclable reliant Krnov et Velké Hoštice a été soutenue par un financement de l'UE de 1 638 630 euros (sur un coût total de 2 403 372 euros).

Enfin, nous arrivons à Opava, l'ancienne capitale de la région autrefois autrichienne, et aujourd'hui tchèque, de Silésie. Les maisons, les places et les églises Art Nouveau de la ville en font un véritable trésor. L'architecte de renommée mondiale Leopold Bauer travaillait ici, et il n'est pas surprenant que la ville abrite le plus ancien et troisième plus grand musée de République tchèque, le Musée de Silésie (établi en 1814). Les réparations apportées au musée et la création de l'exposition sur la Silésie, qui présente l'histoire, la culture et les merveilles naturelles de Silésie dans une riche collection en recourant à la technologie moderne, ont été financées par l'UE à hauteur de 2 885 571 euros (sur un coût total de 4 003 644 euros).

Les visiteurs intéressés par la préhistoire aimeront se rendre au DinoPark Ostrava, situé près de Karviná, qui a bénéficié d'un financement de l'UE de 1 054 172 euros sur un coût total de 2 865 180 euros. Sur un site de 35 hectares, que les visiteurs parcourent à bord du train DinoExpres, se dressent des dizaines d'animaux à taille réelle du Mésozoïque, ainsi qu'un volcan actif de 12 mètres de haut. Un cinéma 3D a également été construit, en plus d'attractions pour les enfants.

Ostrava, la métropole de la région de Moravie-Silésie, est également une destination touristique importante. Il y a 25 000 ans, sur la colline de Landek, nos ancêtres furent parmi les premiers au monde à utiliser le charbon, qui a considérablement marqué l'histoire de la région, et engendré une industrie très influente. Ostrava revendique un patrimoine unique dans le domaine de l'ingénierie en Europe avec son ancienne zone industrielle de Dolní Vítkovice, sa mine de Hlubina, ses cokeries et ses gigantesques fourneaux de Vítkovice.





Transformer les services sociaux de la région

En 2003, la région de Moravie-Silésie a été la première en République tchèque à lancer un projet pilote axé sur la transformation de ses services sociaux. À l'époque, les personnes atteintes de troubles mentaux ou autres étaient isolées dans de grandes institutions situées dans des lieux assez éloignés et vivaient dans des bâtiments totalement inadaptés à leurs conditions, comme des châteaux et des monastères.

Ces bâtiments pouvaient accueillir entre 100 et 200 résidents, voire plus, répartis dans des chambres qui comptaient une vingtaine de lits avec une salle de bain ou une toilette commune. Les soins étaient dispensés soit aux hommes uniquement, soit aux femmes; les enfants étant regroupés avec les adultes. Les résidents étaient dépourvus de leurs droits légaux et obligés de vivre dans des institutions dans un environnement peu naturel et de s'adapter à un régime très différent de leur quotidien. Dans ces cadres, leurs droits fondamentaux en tant qu'êtres humains étaient bafoués, leurs compétences et leurs responsabilités étaient constamment réduites, de même que leur autonomie. Leur intimité était limitée tout comme leur liberté personnelle.

Pour mettre fin à cette situation, un héritage du socialisme en Tchécoslovaquie, il fallait changer le système. Le projet visant un changement systémique complet (2008-2019) a débuté en 2008 dans les 13 organisations régionales proposant des services sociaux d'internat tout au long de l'année à plus de 1 100 résidents.

En 2013, la ville d'Ostrava s'est également impliquée dans des changements gérés par la région de Moravie-Silésie, dont l'objectif consistait à améliorer la vie des résidents et à leur octroyer des droits et des libertés.

Depuis 2019, 44 millions d'euros ont été investis pour améliorer la vie de plus de 1 400 résidents répartis dans environ 91 nouveaux services communautaires dans l'ensemble de la région de Moravie-Silésie.

Ce changement a notamment été marqué par l'adoption d'une approche entièrement systémique qui n'existait pas auparavant

en Europe centrale et orientale. Elle a permis à de nombreux résidents d'être transférés de ces institutions dans leurs familles biologiques ou des familles d'accueil, ou dans des services communautaires dans des appartements et maisons en ville. Les résidents à long terme qui se trouvaient dans de grandes institutions vivent désormais dans leurs propres appartements, travaillent et utilisent les services sociaux sur le terrain (regarder la vidéo).

Investir dans les soins communautaires

Ces changements radicaux ont été financés par des fonds de l'UE et les budgets du gouvernement central et de la région de Moravie-Silésie. Le programme se poursuit avec six projets d'investissement visant à développer et améliorer les services sociaux de la région. Le financement de l'UE de près de 6,4 millions d'euros améliorera la vie de 74 autres résidents.

Une nouvelle étape prévoit de recourir à l'expérience acquise dans le cadre d'un projet pour réformer les soins psychiatriques. Si un financement de l'UE peut être obtenu, deux projets d'investissement et deux projets de non-investissement confieront aux services communautaires les personnes atteintes de maladie mentale qui se trouvent dans des hôpitaux psychiatriques depuis longtemps.

De tels changements systémiques dans la prestation des services sociaux peuvent être adoptés par d'autres régions et districts. La région de Moravie-Silésie représente une source potentielle d'information, d'expérience et de bonnes pratiques pour tous les établissements où les droits de l'homme et les besoins des citoyens ne sont pas respectés dans le cadre de soins en institution sous forme d'internat (non seulement des services sociaux, mais aussi des hôpitaux, des foyers pour enfants, etc.). ■

POUR EN SAVOIR PLUS:

<https://bit.ly/2FsSOYM>

POINT D'INFORMATION

Pourquoi l'UE investit-elle dans la prévention des risques?

La politique de cohésion de l'UE protège des millions de citoyens en investissant dans la prévention des incendies de forêt, la gestion des risques d'inondation et la résistance face à d'autres catastrophes.

L'Union européenne est confrontée à de nombreux risques, dont les inondations et les phénomènes météorologiques extrêmes qui dépassent très souvent les frontières nationales et sont aggravés par le changement climatique. L'Europe méridionale et centrale connaît davantage de vagues de chaleur, d'incendies de forêt et de sécheresses, alors que l'Europe du Nord et du Nord-Est subit de plus graves précipitations et des inondations. En outre, les neuf régions ultrapériphériques de l'UE doivent relever certains défis spécifiques en raison de leur forte exposition au changement climatique (par exemple, sécheresse, inondations, ouragans et pandémies).

Rien qu'en 2018, les catastrophes naturelles ont entraîné la mort de plus de 100 personnes. Les coûts engendrés étaient également considérables: près de 10 milliards d'euros de dommages ont été enregistrés en Europe en 2016. Investir dans la prévention des risques est essentiel pour préserver la capacité de développement socio-économique. Cet investissement est également plus efficace que de supporter le coût de l'inaction: pour chaque euro dépensé en prévention, quatre euros ou plus seront économisés pour la réaction.

Les autorités locales et régionales étant les premières confrontées aux impacts des catastrophes, la politique de cohésion de l'UE est essentielle à la gestion des risques de catastrophes.

Priorités de financement pour 2014-2020

Avec près de 8 milliards d'euros du budget de l'UE alloués pour l'adaptation au changement climatique et la gestion et la prévention des risques, la politique de cohésion est l'une des sources les plus importantes de financement dans ce domaine, et elle contribue considérablement à l'initiative de

la Commission. L'ajout d'un cofinancement national amène l'investissement total à près de 10 milliards d'euros.

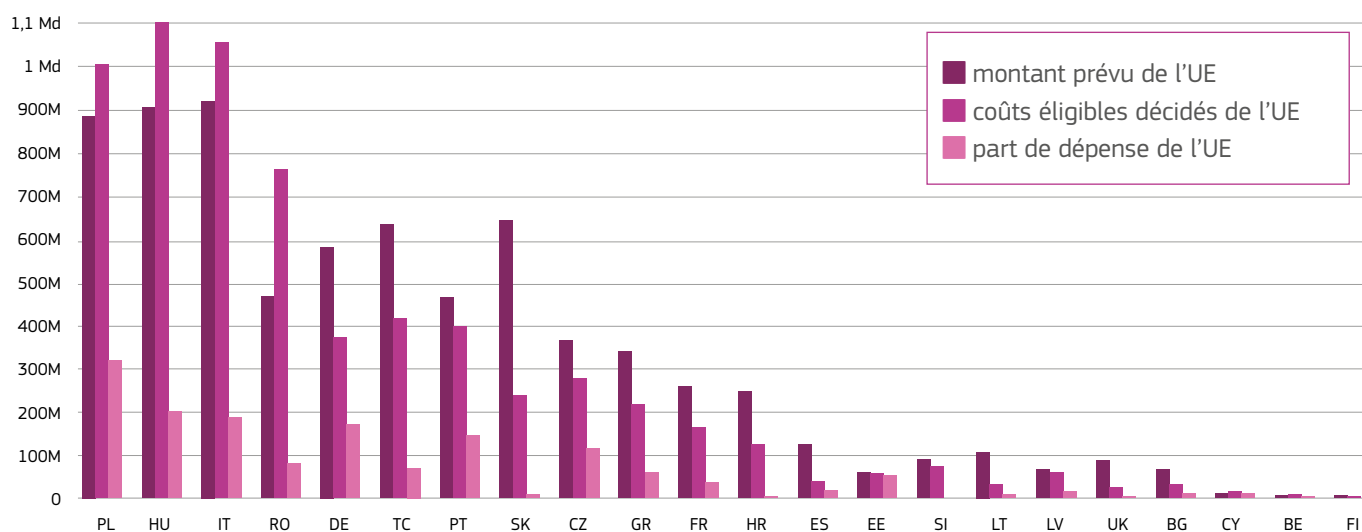
La majorité des États membres ainsi que différents programmes Interreg ont fait de la prévention des risques une priorité pour la période de financement 2014-2020. En outre, la prévention des risques, la résilience face aux catastrophes et l'adaptation au changement climatique sont intégrées dans d'autres priorités de financement de la politique de cohésion, comme l'innovation, l'efficacité énergétique et la gestion de l'eau.

Dans le cadre des grandes priorités, une série de mesures spécifiques ont été privilégiées.

L'objectif principal des fonds investis est la **prévention** des effets les plus graves des catastrophes, qui englobe notamment:

- ▶ des actions destinées à améliorer la base de connaissances sur la gestion des risques de catastrophes: plans d'inondations, outils TIC, systèmes d'alerte précoce, modélisation, radars, vidéosurveillance, etc.;
- ▶ des stratégies de préparation et de mise en œuvre de la prévention, des plans d'action et des lignes directrices, y compris au niveau local;
- ▶ des campagnes de sensibilisation et de formation (par exemple, sur les compétences en matière de construction parasismique);
- ▶ des bâtiments et réseaux à l'épreuve des catastrophes (par exemple, des écoles résistantes aux séismes);
- ▶ des infrastructures de prévention des inondations: digues, murs de défense contre les inondations, collecteurs d'eaux pluviales, bassins d'orage, etc.;
- ▶ la gestion des terres, forêts et rivières pour prévenir les risques dans la gestion du débit fluvial, la rétention de l'eau, la réhabilitation des versants instables, l'enlèvement de la biomasse combustible des forêts, la protection du littoral, la réduction de l'imperméabilisation des sols, etc.;
- ▶ des approches fondées sur l'écosystème pour la prévention des risques: plaines inondables, boisement, infrastructures vertes pour la rétention de l'eau ou le ruissellement, espaces urbains verts, etc.

2014-2020 – Les allocations destinées à la prévention des risques et la mise en œuvre financière par les États membres



Quelques États membres ont également investi dans la **préparation**, afin de garantir une capacité suffisante en cas de catastrophe. Notamment:

- > des infrastructures pour les unités de la protection civile: postes de secours intégrés, centres de coordination, etc.;
- > des véhicules et des équipements: véhicules de secours, camions de pompiers, brise-glaces, hélicoptères, avions, installations d'urgence temporaires, etc.;
- > des formations.

En outre, un certain nombre d'États membres soutiennent des mesures de **reconstruction** pour lutter contre les effets négatifs qui suivent les catastrophes. Par exemple:

- > le reboisement après des incendies;
- > la reconstruction du littoral et des écosystèmes;
- > le développement de zones après inondation;
- > des infrastructures de protection et la reconstruction après des ouragans dans les régions ultrapériphériques.

Comme mentionné ci-dessus, la gestion des risques de catastrophes n'est pas une activité isolée de la politique de cohésion, mais elle est liée à d'autres domaines de soutien et aux activités nationales et locales, comme l'urbanisme. Cette intégration de la prévention des risques (et l'adaptation au changement climatique) est renforcée par la promotion du principe de développement

durable, qui a également accru le recours systématique à des approches fondées sur l'écosystème et à des infrastructures vertes.

Le soutien de la politique de cohésion est complété par d'autres instruments de l'UE, comme le mécanisme de protection civile de l'Union, le Fonds de solidarité de l'UE, Horizon 2020, et le programme LIFE.

En pratique, le projet suivant illustre quelques actions financées. Les investissements dans la **protection contre les inondations** font l'objet d'une attention particulière. Il existe de nombreux exemples, comme l'Attique de l'Ouest (Grèce) qui fait face à de graves problèmes d'inondations. Le Fonds de cohésion a financé un projet de protection contre les inondations de 80 millions d'euros le long de l'Eschatia, protégeant 134000 habitants et leurs propriétés des inondations dans les banlieues d'Athènes. Il a également créé plus de 700 emplois et promu la réhabilitation urbaine dans une zone à faible revenu. La construction de nouvelles structures de défense contre les inondations a permis de cesser ces catastrophes et, à l'avenir, elle favorisera le développement de zones en amont. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://cohesiondata.ec.europa.eu/themes/5#>

Y a-t-il un sujet que vous aimeriez que *Panorama* aborde dans sa section POINT D'INFORMATION?

Y a-t-il un ensemble de données que vous aimeriez voir figurer sur la Plateforme de données ouvertes des Fonds ESI?

Si tel est le cas, écrivez-nous: REGIO-EVAL@ec.europa.eu

Suivre la discussion sur Twitter #ESIFOpenData

ou s'inscrire à notre lettre d'information: http://ec.europa.eu/newsroom/index.cfm?service_id=788

Créer des synergies entre les écosystèmes de cybersécurité locaux de l'UE



Profitant d'un lien privilégié avec leurs écosystèmes locaux, les régions européennes jouent un rôle considérable dans le renforcement de l'industrie de la cybersécurité européenne et sa compétitivité mondiale.

La future image du paysage de la cybersécurité de l'UE sera largement façonnée par les actions politiques qui ont un impact direct sur les écosystèmes régionaux de cybersécurité. Ces actions comprennent des initiatives comme les pôles d'innovation numérique (PIN) et les stratégies régionales en matière d'innovation et de recherche pour la spécialisation intelligente.

Les autorités régionales ont les moyens de garantir une coopération structurée avec les utilisateurs finaux locaux, les opérateurs d'infrastructures critiques et les prestataires de services, ainsi qu'avec les petites et moyennes entreprises (PME), les laboratoires de recherche et d'innovation (R&I) et les centres de formation.

C'est pourquoi la coopération interrégionale peut être considérée comme un élément incontournable pour améliorer le marché de la cybersécurité en Europe et sa compétitivité. Le Fonds européen de développement régional (FEDER) a investi

1,53 million d'euros dans un programme de coopération interrégionale sur cinq ans appelé Interreg Europe CYBER. Le programme entend stimuler la compétitivité des PME de cybersécurité de l'UE en créant des synergies entre les régions européennes spécialisées dans la cybersécurité, qui sont déjà connues comme les «Cyber Valleys» européennes.

Relever d'importants défis

Le projet Interreg Europe CYBER, lancé en juin 2018, vise à surmonter les trois grands obstacles identifiés qui nuisent à la compétitivité des PME spécialisées en cybersécurité au niveau européen. Le premier concerne le manque de coordination entre les acteurs concernés; le suivant est l'accroissement de la pénurie de compétences dans le domaine de la cybersécurité; et enfin, la fragmentation actuelle du marché de la cybersécurité en Europe.

Au cours de sa première année d'activité, le projet s'est concentré sur la cartographie des acteurs au sein des écosystèmes régionaux et sur l'analyse de leurs forces et faiblesses individuelles. Ces étapes contribueront à identifier les bonnes pratiques, surmonter les obstacles existants et améliorer les instruments de politique publique dans le but d'encourager la compétitivité des PME régionales de cybersécurité.

Estonie: alimenter un écosystème de cybersécurité performant

L'Autorité estonienne des systèmes d'information, qui gère les systèmes d'information et les réseaux informatiques du pays, fait partie des partenaires régionaux du projet Interreg Europe CYBER.

L'Estonie représente un écosystème local de cybersécurité très mature, où les investisseurs, les représentants commerciaux, les universités et les organismes gouvernementaux ont l'occasion de collaborer et d'échanger des idées via des laboratoires opérationnels, comme le Centre d'entreprises et d'innovation Mektory de l'Université de technologie de Tallinn et l'e-Estonia Showroom. Ces derniers servent d'environnements de réseautage dans lesquels les PME, les investisseurs, les cadres et les décideurs politiques peuvent échanger des idées et débattre de stratégies à mettre en place en faveur de l'écosystème local de cybersécurité. Il en résulte que l'écosystème de cybersécurité estonien compte d'excellentes PME

(dont SpectX, CyEx Technologies, Cybernetica et Guardtime) capables de fournir des services et des solutions de pointe pour faire face aux cybermenaces.

En 2019, des événements organisés par le projet permettront de mieux comprendre les écosystèmes de cybersécurité de trois autres régions: la Wallonie (Belgique), la Castille-et-León (Espagne) et la Bretagne (France).

POUR EN SAVOIR PLUS





<https://www.interreurope.eu/cyber/>

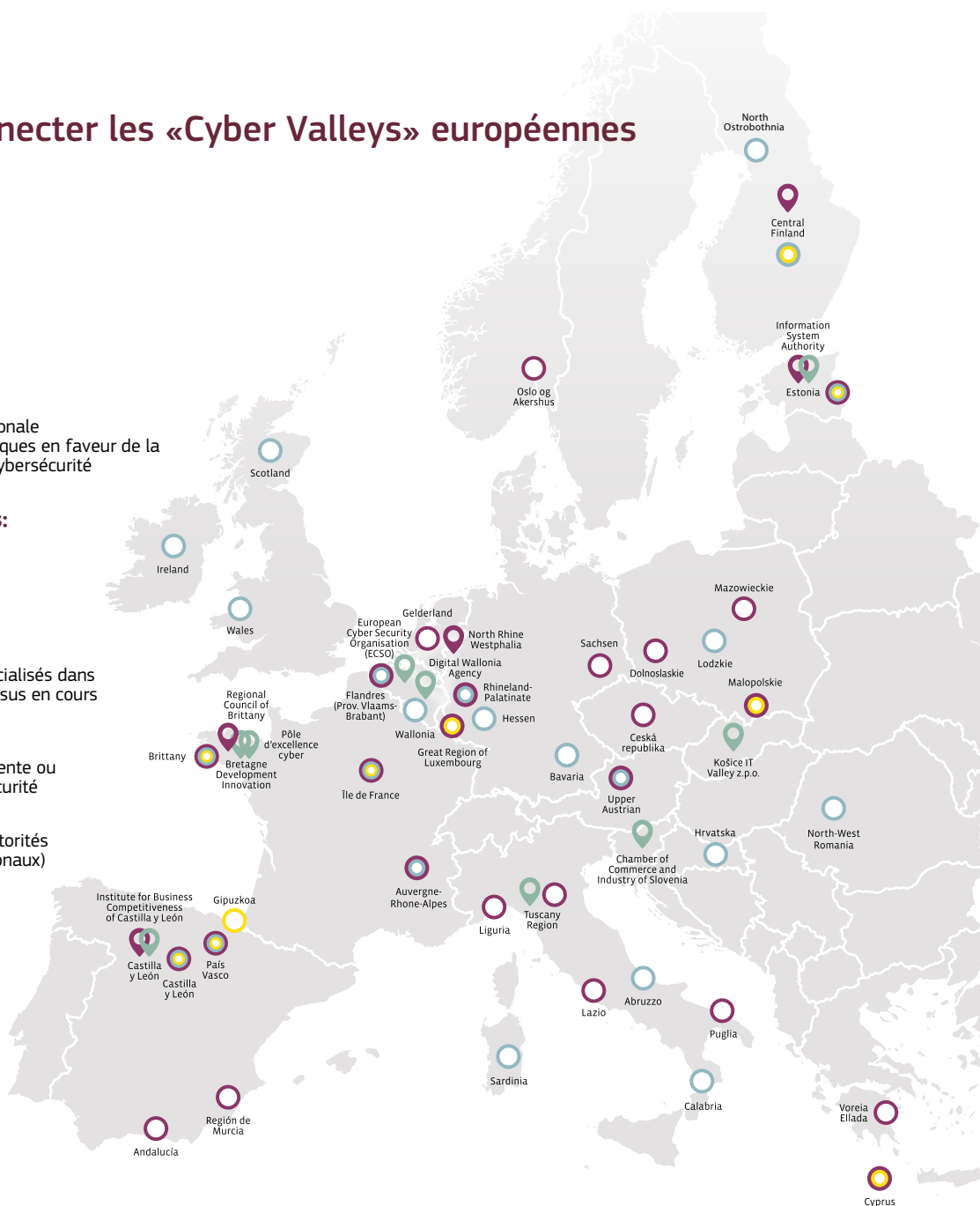
Connecter les «Cyber Valleys» européennes

CYBER Interreg Europe

Un projet de coopération interrégionale pour améliorer les politiques publiques en faveur de la compétitivité des entreprises de cybersécurité

«Cyber Valleys» européennes: Action pilote

-  Résilience, dissuasion et défense: doter l'Union européenne d'une cybersécurité solide
-  Pôles d'innovation numérique spécialisés dans la cybersécurité (établis ou processus en cours selon la base de données du JRC)
-  Stratégie de spécialisation intelligente ou stratégie régionale sur la cybersécurité
-  Membres régionaux de l'ECSO (Autorités régionales et regroupements régionaux)





Londres, Royaume-Uni



Milan, Italie



La Haye, Pays-Bas

Concrétiser la vision d'une ville grâce aux instruments financiers

Le programme d'assistance multirégionale (MRA pour multi-region assistance) est une composante de fi-compass, la plateforme de services consultatifs sur les instruments financiers au titre des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) proposée par la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement. L'objectif des projets MRA, qui impliquent au minimum deux autorités de gestion issues de différents États membres de l'UE, consiste à évaluer la possibilité de recourir aux instruments financiers des Fonds ESI dans certains domaines thématiques d'intérêt commun. Ils visent à étendre l'utilisation des instruments financiers, aussi bien en ce qui concerne les Fonds ESI investis que leur portée géographique ou thématique, et à encourager les régions des différents États membres à coopérer, à échanger leurs meilleures pratiques et à s'impliquer dans l'apprentissage mutuel.

Les villes au cœur de la politique de l'UE

Plus de 70% des citoyens européens vivent dans des zones urbaines, et ce chiffre devrait encore augmenter à l'avenir. Tous les jours, des villes d'Europe adaptent leurs plans d'aménagement urbain pour répondre aux défis les plus urgents, comme la croissance démographique, le changement climatique et la transformation numérique. En élaborant des stratégies globales et en définissant des objectifs politiques à long terme, les villes prennent des mesures destinées à favoriser la disponibilité de

logements abordables, à promouvoir des projets dans le domaine de l'efficacité énergétique, à redynamiser les quartiers et à améliorer les transports publics. Mais ces plans stratégiques ne peuvent être mis en œuvre de manière efficace que si les villes ont accès au financement. Sans l'apport déterminant de capital public et privé, concrétiser la vision d'une ville reste une gageure.

En 2013, la ville néerlandaise de La Haye a décidé d'injecter 4 millions d'euros dans un projet pilote appelé JESSICA qui entendait mettre en place un instrument financier dédié à l'efficacité énergétique. À cette époque, les personnes impliquées n'auraient jamais pensé qu'en l'espace de quatre ans elles disposeraient d'un fonds de participation de plus de 46 millions d'euros d'actifs destinés à l'innovation, à la durabilité environnementale et au développement urbain.

Toutefois, les premières étapes de la création de ce fonds ont été difficiles.

«Lorsque nous avons mis en place le fonds, nous nous posions beaucoup de questions et nous avons dû surmonter de nombreux obstacles techniques pour pouvoir créer une base solide et sûre pour les futurs investissements», rappelle William van den Bungelaar, secrétaire de la Fondation du fonds de participation pour les investissements économiques de La Haye (HEID).

La ville néerlandaise dispose désormais d'une équipe d'experts qui travaillent en étroite collaboration avec leur gestionnaire de fonds indépendant afin de contrôler et de soutenir les instruments financiers de la ville. Du fait du succès de la HEID, les instruments financiers sont devenus un outil couramment utilisé pour le financement des priorités stratégiques de la ville.

Investissements renouvelables en Europe

Afin de tirer parti de ses connaissances acquises sur les instruments financiers, La Haye s'est associée à trois autres villes européennes (Manchester, Milan et Londres) dans le cadre d'un projet MRA appelé «Revolving Investments in Cities in Europe», ou RICE. Ce projet entendait contribuer au développement de nouveaux instruments financiers afin d'accroître l'investissement du secteur privé dans le développement urbain, notamment en ce qui concerne les villes intelligentes. Il a déterminé les besoins de financement communs des villes, identifiant ainsi les secteurs dans lesquels les instruments financiers peuvent soutenir au mieux les projets alignés sur les priorités politiques d'une ville. Parmi les secteurs qui nécessitent davantage de fonds figurent le transport, l'énergie, le logement et les espaces de travail, les infrastructures vertes ou bleues ou le développement économique dans un sens plus large, qui comprend les PME et les jeunes entreprises, ainsi que le développement de nouvelles installations commerciales ou d'innovation.

Les partenaires du projet MRA-RICE ont pu compter sur l'expérience des différentes villes participantes.

«L'utilisation des instruments financiers à Manchester est une réussite, et leurs bénéficiaires ont une grande portée», déclare Mark Duncan, conseiller municipal de Manchester. De même, Binal Cadieu, de l'Autorité du Grand Londres, vante le potentiel du nouvel instrument financier connu sous le nom de «Mayoral Energy Efficiency Fund» (MEEF) mis en place dans la capitale britannique. «En tant que fonds renouvelable, le MEEF nous propose un modèle qui nous permet de tirer profit des millions de livres d'investissement privé destinés à des projets à faible intensité de carbone», explique M. Cadieu.

RICE redessine le financement des villes

Le projet RICE a conçu un modèle de fonds pour les villes qui peut être adapté aux besoins spécifiques des villes de l'Union européenne afin de soutenir le développement urbain. Un plan intégrant les meilleures pratiques observées parmi les partenaires RICE confère une certaine flexibilité à ce fonds. En résumé, il s'agit d'un «instrument financier administré par la ville, géré de manière indépendante, doté d'une stratégie d'investissement alignée sur les priorités stratégiques de la ville qui a un effet de levier considérable sur l'investissement public».

Le gestionnaire du projet RICE, M. van den Bungelaar, souligne les avantages du partenariat.

«Le plan établit un cadre flexible pour un instrument financier de développement urbain qui a un effet de levier considérable

sur l'investissement public et prévoit une assistance technique pour soutenir la mise en œuvre», explique-t-il. «Ce modèle est conçu pour être simple, reproductible et adaptable afin de pouvoir être adopté par d'autres et servir de base à l'élaboration d'un instrument financier de développement urbain.»

Alors que l'implication d'un gestionnaire de fonds indépendant stimule sa mise en œuvre, l'élaboration d'une stratégie urbaine d'investissement est confiée aux villes. Grâce à la création d'un fonds pour la ville, les métropoles européennes ont l'opportunité de mettre en œuvre leur vision et leur stratégie.

Tirer parti du soutien de la politique de cohésion

Les ressources publiques comme les Fonds ESI sont essentielles pour combler les lacunes du marché, permettant à de nombreux projets d'accéder au financement de l'UE qui serait autrement indisponible ou hors de prix. Lorsque les villes ont accès aux ressources des Fonds ESI, elles peuvent mettre en œuvre avec succès les instruments financiers sollicités pour répondre à leurs besoins locaux, tout en mobilisant d'autres investissements publics et privés dans le cadre de leurs projets. Cet objectif peut être atteint en recourant à des prêts et des garanties pour des projets urbains à long terme, à des fonds propres ou quasi-fonds propres pour les investissements dans des projets présentant un risque plus élevé, ou à une combinaison d'aides remboursables et de subventions.

De nombreuses métropoles manquent d'expérience dans la mise en place de fonds pour la ville. C'est pourquoi elles ont besoin d'un soutien professionnel pour concevoir et créer de nouveaux instruments financiers. Les programmes d'assistance technique soutenus par la Commission européenne, comme le MRA, facilitent la préparation et la mise en œuvre d'un nouveau fonds pour la ville en les aidant à accroître leurs capacités.

«Pour ces villes qui découvrent le monde des instruments financiers comme le Fonds de développement urbain, le projet MRA-RICE propose un outil utile pour entreprendre le développement d'un nouvel instrument financier et évaluer sa faisabilité dans un contexte local», précise Lucia Scopelliti qui travaille pour la municipalité de Milan.



POUR EN SAVOIR PLUS

www.fi-compass.eu

ACTUALITÉS [EN BREF]



RETOUR AU PROGRAMME URBAIN

La brochure du programme urbain pour l'UE souligne la diversité et la variété des actions et réalisations à ce jour. Le programme urbain pour l'UE est une initiative innovante de politique urbaine qui a mis en œuvre la gouvernance à plusieurs niveaux. Il a permis à des villes, à des

États membres, à la Commission européenne et à d'autres parties prenantes clés de se regrouper pour aborder conjointement des questions urbaines urgentes et apporter des résultats concrets qui profiteront aux citoyens de l'UE. La brochure met l'accent sur le rôle du programme urbain pour l'UE dans la mise en place d'une bonne gouvernance innovante, travaillant de manière plus intégrée pour aborder les questions transversales, et dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes des Nations unies. Elle comprend une série de «récits d'action» et des exemples d'actions en faveur d'une meilleure réglementation, d'un meilleur financement et de meilleures connaissances.

Il est possible de consolider davantage la politique urbaine dans l'UE par le biais d'une coopération plus forte et plus étroite entre les villes, les États membres et l'UE. C'est là que le programme urbain pour l'UE joue un rôle concret et positif. Il permet de regrouper toutes les initiatives de politique urbaine qu'il contribue à renforcer à tous les niveaux, de la ville à l'État membre à l'UE. Dans la brochure, le lecteur découvrira également les différents programmes et initiatives de l'UE abordant la question du développement urbain durable. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/brochure/urban_agenda_eu_en.pdf

LE «ROAD TRIP» REVIENT

Le projet «Road Trip» de l'année dernière a connu un énorme succès en ligne, comme en attestent les milliers de vues et d'abonnés. L'édition de cette année comprendra deux nouveaux itinéraires, qui emmèneront deux nouvelles équipes de quatre voyageurs dans une aventure unique à travers le continent et au-delà. Tout cela dans un minivan, bien sûr!

Les équipes prendront la route fin août et voyageront jusqu'à la fin du mois de septembre. Elles traverseront des dizaines de régions d'Europe, interagiront avec les habitants et vivront comme eux, en plus de visiter des projets financés par l'UE qui se trouvent sur leur parcours. Leur mission consiste non seulement à explorer l'Europe de manière différente, mais aussi à découvrir une autre facette de leur personnalité.

Une équipe partira de Suède et se dirigera vers les îles Canaries, tandis que l'autre se rendra de l'Irlande à Chypre. Chaque équipe sera composée d'un vidéaste, d'un rédacteur, d'un photographe et d'un présentateur. Ils documenteront tous leurs déplacements et partageront les temps forts sur le site web du projet et les réseaux sociaux. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Les candidatures sont ouvertes depuis le 24 juin. Consultez notre site web et nos réseaux sociaux pour y découvrir les mises à jour:

<https://roadtripproject.eu/>



DES RAPPORTS SIMPLIFIÉS POUR LES PROJETS INTERREG EUROPE



Interreg Europe rembourse désormais une partie considérable de son quatrième appel à projets sous forme d'un montant forfaitaire sur présentation d'une preuve que les activités ont bien été effectuées. Ce nouveau processus simplifié signifie que les responsables de projets ne doivent plus fournir de factures pour recevoir le paiement, ce qui leur épargne les coûts de contrôle de premier niveau. Les projets peuvent alors se concentrer entièrement sur le fond et regrouper davantage de ressources sur les véritables activités. Ce changement rend les projets plus rentables.

Qu'est-ce qui a incité ces changements? Des règlements préparés par la Commission européenne et approuvés par les États membres de l'UE, comme le règlement Omnibus, ont supprimé la limite de 100 000 euros pour les montants forfaitaires. Selon Petra Geitner, responsable de l'unité «Finances et audit»: «Le règlement nous a donné le signal pour simplifier davantage nos processus par rapport à aujourd'hui, et a fait du financement au moyen d'options simplifiées en matière de coûts une norme plutôt que l'exception.»

Ce n'est pas la première fois qu'Interreg Europe a simplifié ses procédures. Il y a quelques années, le programme a introduit un taux fixe pour les coûts administratifs et un montant forfaitaire pour les coûts de préparation, et a réduit les niveaux de contrôle. Erwin Siweris, le directeur du programme, a déclaré: «Nous finançons plus de 2 000 partenaires dans 258 projets avec un budget relativement faible de 359 millions d'euros. Nous devons donc innover et optimiser nos processus. Nous faisons souvent office de précurseurs en termes de simplification au niveau de l'UE, et la majorité de nos idées ont été reprises par la Commission et d'autres programmes de coopération.»

L'équipe est impatiente de découvrir les bénéfices des options prêtes à l'emploi ou du financement fondé sur des réalisations partielles suite à l'adoption de nouveaux règlements. Voyons ce qu'ils proposeront par la suite!

Interreg Europe est un programme de coopération interrégionale, cofinancé par le Fonds européen de développement régional. Il soutient des projets qui améliorent les politiques de développement régional grâce à des échanges d'expérience entre les régions de l'UE. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.interregeurope.eu/>



Équiper les régions européennes de l'Internet rapide

La compétitivité économique des régions, et notamment des régions rurales, dépend d'une bonne connectivité. Cela implique de disposer non seulement de routes et de chemins de fer, mais aussi d'Internet.

Selon Rudolf Niessler, directeur de l'unité «Croissance intelligente et durable» de la DG REGIO: «Le haut débit, en particulier dans les zones rurales, contribue à la croissance de la population et à la création d'emplois de haute qualité.» Il est donc essentiel que les zones rurales ne soient pas laissées de côté.

La fracture numérique

Cependant, les statistiques montrent que, malgré les efforts considérables de l'UE et de la plupart des États membres, l'écart entre la connectivité rurale et urbaine se maintient. L'accès à Internet en Europe s'est constamment amélioré au cours des dernières années, couvrant plus de 80 % de la population. Mais, si nous ventilons ces données, nous pouvons constater que ce pourcentage chute à moins de 50 % dans les zones rurales, et le fossé ne semble pas se combler pour répondre aux objectifs de la [Stratégie numérique d'ici à 2020](#).

Le plan d'action pour le haut débit en milieu rural

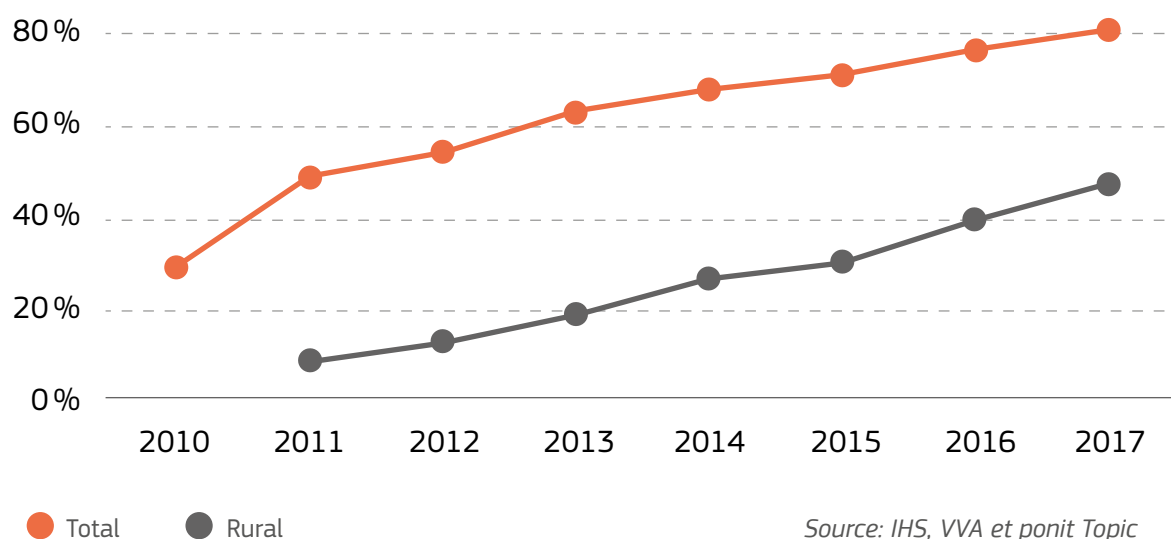
À la lumière de ce qui précède, la Commission européenne a mis en place un [plan d'action pour le haut débit en milieu rural](#). L'un des aspects clés de cette initiative repose sur une

approche impliquant différents services au sein de la Commission européenne chargés du développement régional, du développement rural et de la politique numérique.

Le plan d'action comprend six composantes, toutes destinées à garantir que les zones rurales accèdent au haut débit:

- Mettre en place le réseau des bureaux de compétences en matière de haut débit (BCO).
- Déployer des «missions haut débit» dans les États membres et les régions qui présentent de faibles niveaux de couverture haut débit en milieu rural.
- Concevoir une méthodologie commune pour la planification, l'établissement de rapports et le suivi des investissements dans le domaine du haut débit.
- Procéder à un essai en milieu rural.
- Mettre à jour le guide de la Commission européenne pour les investissements en matière de large bande à haut débit.
- Concevoir un cadre pour le haut débit en zone rurale afin de mettre en œuvre les investissements en matière de large bande dans ces zones.

Couverture haut débit avec accès de nouvelle génération (ANG) dans l'UE, 2010-2017



Le réseau des bureaux de compétences en matière de haut débit

Dans un premier temps, la Commission européenne soutient la croissance et l'expansion du réseau des bureaux de compétences en matière de haut débit. La collaboration et la participation des différentes administrations devraient contribuer à surmonter certains obstacles rencontrés dans de nombreuses régions en ce qui concerne la capacité administrative et l'expertise en matière

de haut débit. Dans ce contexte, il est indispensable de connecter les BCO aux parties prenantes rurales. En effet, un sondage récent a montré que moins de 20% d'entre elles sont en contact avec le réseau de développement rural de leur pays. Ce n'est qu'en connectant les BCO aux principaux acteurs qui gèrent certains obstacles spécifiques rencontrés au niveau rural que l'on pourra s'attaquer à la fracture numérique.



QU'EST-CE QUE LE RÉSEAU BCO?

La Commission européenne a demandé aux États membres de créer un réseau de bureaux de compétences en matière de haut débit afin de relever des défis communs.

Ils devraient servir de points de contact uniques sur les questions liées au haut débit, notamment dans les domaines:

- > Réglementaire
- > Technique
- > Financier

Des BCO sont établis dans tous les États membres, et dans de nombreuses régions. <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/bco-network-directory>



« Le haut débit, en particulier dans les zones rurales, contribue à la croissance de la population et à la création d'emplois de haute qualité. »

En 2019, la DG REGIO et la DG AGRI procéderont à un essai en milieu rural. Cela implique que toute autorité de gestion souhaitant reprogrammer les fonds de l'UE initialement prévus pour le haut débit devra prouver que la couverture rurale sera garantie d'une manière ou d'une autre. Ainsi, les fonds ne seront pas retirés des domaines qui en ont le plus besoin simplement parce qu'«ils sont complexes».

La Commission européenne rédige actuellement deux guides qui fourniront aux planificateurs et aux investisseurs des projets des orientations concrètes sur le développement de leurs programmes haut débit: un [guide sur les investissements en matière de haut débit](#) actualisé et un guide sur les investissements ruraux, qui devraient être publiés au cours du deuxième semestre de 2019.

Prochaines étapes

La fracture numérique entre les milieux rural et urbain est une réalité qui ne sera pas surmontée à court terme. La Commission européenne maintient donc son engagement à soutenir les bureaux de compétences en matière de haut débit dans l'UE et à affecter des ressources à ce thème au cours de la prochaine période financière. Elle procédera en recourant notamment au Fonds européen de développement régional et au mécanisme pour l'interconnexion en Europe, mais aussi à de nouveaux instruments comme le Fonds pour la connectivité à haut débit en Europe (CEBF) ou InvestEU.

Les États membres et les régions doivent désormais s'assurer de disposer des structures et des mécanismes de soutien pour permettre à leurs zones rurales d'obtenir le support dont elles ont besoin. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Plan d'action: <https://europa.eu/WU38Xx>
<https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/broadband-investment-guide>

Soutien financier pour le haut débit dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel

Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI)

- FEDER: investissements dans le haut débit au titre de l'**objectif prioritaire 3**, ainsi que dans les infrastructures de transport et d'énergie
- Feader: investissement dans le haut débit uniquement dans le cadre de projets de développement local

Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) – Numérique

- **3 milliards d'euros**
- Accent mis sur les infrastructures de connectivité pour faciliter la transformation numérique
- Synergies avec le réseau MIE transport et le réseau MIE énergie au sein du programme MIE

InvestEU

- Partie du volet «infrastructures durables»
- **garantie de 11,5 milliards** disponible pour les investissements dans le haut débit, mais aussi dans d'autres infrastructures

PROJETS

APPRENDRE GRÂCE À LA SIMULATION À L'HÔPITAL VIRTUEL

**INVESTISSEMENT TOTAL
8 855 010 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
4 084 010 EUR**

L'Hôpital Virtuel de Lorraine (HVL) met à la disposition des étudiants et professionnels de santé des équipements et outils de simulation médicale. Répondant à l'enjeu «jamais la première fois sur le patient», l'hôpital est soutenu par le FEDER et porté par le Collegium-Santé de l'Université de Lorraine, qui réunit les facultés de médecine, d'odontologie, de pharmacie et des sciences du sport.

Inauguré en janvier 2018 sur le site de l'Hôpital universitaire de Nancy, en France, l'HVL propose un apprentissage par la simulation à de nombreux professionnels de santé médicaux et paramédicaux, tant en services hospitaliers qu'en libéral.

L'HVL comprend le CUESIM (Centre universitaire d'enseignement par simulation médicale), le CESU (Centre d'enseignement des soins d'urgence), l'École de chirurgie, l'Odontologie (dentisterie médico-légale), MeMoSim'S (Centre d'expertise en métrologie, modélisation et simulation dans les domaines de la santé et du sport), et une pharmacie hospitalière à usage interne. Sont également prévus un secteur de soins avec des lits et une plateforme de simulation de gestion des risques infectieux.

La simulation présente de nombreux avantages. Les étudiants et professionnels de santé développent des compétences techniques et comportementales avant d'aborder un vrai patient.

Ils peuvent se former à leur rythme, de manière plus autonome, et avec plus de sécurité, par exemple pour la manipulation de produits toxiques. Ils peuvent acquérir de l'expérience dans les techniques automatisées et autoévaluer leur pratique en étant filmés puis «débriefés», et en recourant à la réalité virtuelle et à des «jeux sérieux» interactifs.

Différentes professions apprennent à mieux travailler ensemble, s'éloignant ainsi des formations cloisonnées. Enfin, les professionnels de santé peuvent ainsi mieux se concentrer sur le patient, être à son écoute et lui apporter une meilleure prise en charge.

Encourager les jeunes entreprises

L'Hôpital Virtuel a développé de nouveaux cursus pédagogiques. Les premières formations ont démarré en 2016 pour 1 000 et 1 500 médecins généralistes, urgentistes et chirurgiens. L'objectif est d'atteindre 4 000 à 5 000 professionnels par an.

Plusieurs diplômes universitaires en lien avec l'Hôpital Virtuel sont déjà ouverts, et un minimum de seize formations de développement professionnel plus courtes seront également proposées.


En outre, deux jeunes entreprises liées à l'HVL se sont lancées, l'une est spécialisée en robotique, l'autre en nanotechnologie. Une dizaine de doctorants sont employés par l'Université de Lorraine dans le cadre de ce projet du Fonds européen de développement régional, et quelques contrats à durée déterminée ont été créés pour les fonctions administratives.

L'HVL est également impliqué dans des actions de recherche médicale, de recherche et de développement (expertise de nouveaux dispositifs médicaux), et de recherche pédagogique (développement de nouveaux outils de simulation).

Outre le Collegium-Santé, trois organisations soutiennent l'HVL: l'Université de Lorraine, le CHRU et l'Institut de Cancérologie de Lorraine. L'HVL collabore aussi avec d'autres pôles de recherche et des partenaires industriels. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.hvl.healthcare/>



PROJETS

DE NOUVELLES SOLUTIONS POUR LE RECYCLAGE DES DÉCHETS ÉLECTRONIQUES

INVESTISSEMENT TOTAL
8 999 000 EUR

CONTRIBUTION DE L'UE
3 295 560 EUR

L'entreprise espagnole de gestion des déchets électroniques Ewaste Canarias allouera des fonds du FEDER à deux projets de recherche et de développement dans le but d'identifier un nouveau potentiel de recyclage dans le domaine des déchets électroniques.

Ewaste Canarias s'est positionnée dans un secteur émergent et exploite désormais, dans les îles Canaries, l'installation de traitement des déchets électriques et électroniques la plus récente.

Il s'agissait de la première entreprise à traiter et convertir les gaz réfrigérants grâce au biogaz. Elle a la capacité de gérer plus d'une centaine de types d'appareils différents tout en garantissant la décontamination de 99,8% des gaz à effet de serre présents dans les déchets.

Conformément aux lignes directrices européennes, le projet entend récupérer les matières premières avec un niveau élevé de pureté, selon les normes de l'UE, et recycler les déchets pour qu'ils retrouvent leur état initial.

Aujourd'hui, durant le recyclage des appareils de réfrigération et des chauffe-eaux électriques, une partie des déchets doit être incinérée, ce qui entraîne des dommages substantiels pour l'environnement en raison du manque d'alternatives de recyclage pour ces appareils.

En réponse, Ewaste Canarias utilisera le soutien du Fonds européen de développement régional pour deux projets de R&D spécifiques destinés à identifier des solutions alternatives. L'objectif

du premier projet consiste à récupérer les déchets de mousse de polyuréthane en recyclant des réfrigérateurs.

Le second tentera de concevoir et développer une nouvelle procédure qui facilite le traitement et la décontamination des chauffe-eaux électriques qui sont connus pour leur difficulté à être recyclés.

Compétences et emplois

Avec l'aide du FEDER, ces projets pourraient trouver une finalité aux matériaux résultants dans d'autres industries ou en tant qu'absorbant pour éviter les effets négatifs sur l'environnement dus à leur incinération.

L'objectif global d'Ewaste est de promouvoir le développement et la consolidation d'un matériau industriel recyclé qui repose sur les critères de la qualité, de l'innovation, de l'efficacité et du respect pour l'environnement. Les résultats pourraient stimuler la diversification de l'économie des îles Canaries et encourager la création d'emplois hautement spécialisés et qualifiés. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.ewaste.es/?lang=fr>

PROJETS

LUTTER CONTRE LE COMMERCE ILLÉGAL D'ANIMAUX À LA FRONTIÈRE ITALO-AUTRICHIENNE

**INVESTISSEMENT TOTAL
1 117 300 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
949 700 EUR**

Les services publics de Frioul-Vénétie Julienne, en Italie, et de Carinthie, en Autriche, collaborent dans le cadre du projet Bio-Crime pour prévenir le commerce illégal d'animaux. Un tel commerce menace la santé humaine et animale en facilitant la propagation de maladies et en compromettant la sécurité économique et publique.

Les régions frontalières du nord-est de l'Italie et du sud de l'Autriche se trouvent sur l'itinéraire de transit utilisé pour le commerce illégal d'animaux domestiques (principalement des chiens, des chats et des oiseaux), essentiellement en provenance de pays d'Europe orientale. Cette pratique illégale peut contribuer à répandre des zoonoses (des maladies infectieuses, comme la rage ou la chlamydie aviaire), qui sont transmissibles entre animaux et humains.

Ce crime transnational a également des impacts négatifs sur la santé et le bien-être des animaux, la protection du marché (pour les éleveurs nationaux), la fraude à la consommation et la possible utilisation d'agents pathogènes zoonotiques dans le cadre du bioterrorisme.

L'équipe de Bio-Crime a favorisé la mise en place de réactions conjointes, le partage de données et des programmes de formation et d'éducation destinés aux autorités concernées et au grand public. Les innovations numériques représentaient un aspect important du projet, qui a été soutenu par le Fonds européen de développement régional.

Un solide réseau de coopération a été instauré entre les autorités publiques, y compris les services de santé, la police, les douanes et le système judiciaire, afin de garantir la viabilité du projet.

Bio-Crime a organisé une série de formations sur les risques présentés par les maladies animales, ainsi que sur la prévention et la manipulation des animaux, destinées à plus de 1 000 fonctionnaires et officiers de police italiens et autrichiens. Des protocoles

opérationnels communs ont été mis au point, et des inspections transfrontalières conjointes ont été réalisées, entraînant une baisse du taux de criminalité.

La surveillance épidémiologique commune a permis d'obtenir un meilleur accès aux données et un meilleur partage des celles-ci. Une réaction plus rapide et plus coordonnée entre les différents services a également été enregistrée, grâce à un système d'alerte en temps réel des responsables en cas de graves menaces transfrontalières. Les fonctionnaires, la police et les enseignants peuvent désormais profiter d'une plateforme web sécurisée.

Processus d'apprentissage

Étant donné que les parents achètent souvent des animaux de compagnie pour leurs enfants, des programmes éducatifs destinés aux enfants de 11 à 13 ans ont été développés dans le cadre du projet. Un questionnaire diffusé dans la région transfrontalière a évalué leurs connaissances avant et après leur participation au programme. Il en ressort que plus de 30% des enfants n'étaient pas suffisamment informés sur la transmission des maladies entre les animaux et les humains ni sur la bonne manipulation des animaux, ce qui est conforme à d'autres pays de l'UE.

Au total, 240 enfants de Carinthie et 200 de Frioul-Vénétie Julienne ont participé au programme, qui leur a permis de mieux comprendre les risques pour la santé en cas de zoonose et qui s'est clôturé par une exposition de leurs dessins, textes et photographies. Des écoles d'Allemagne et de Slovénie sont désormais également impliquées dans le projet.

Des communications numériques adaptées aux enfants comprenaient une chaîne éducative YouTube de Bio-crime et de courts dessins animés, en plus d'un site web public soutenu par un système d'analyse du trafic web. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.biocrime.org/>



PROJETS

UNE NOUVELLE FORMATION DESTINÉE AUX JEUNES ENTREPRENANTS QUI RIME AVEC ENTREPRISE

**INVESTISSEMENT TOTAL
904 830 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
769 110 EUR**

Le Fonds européen de développement régional contribue à stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation dans la région des Balkans et de la Méditerranée en finançant l'encadrement de jeunes issus de cinq pays européens.

Des entrepreneurs en herbe de Bulgarie, Chypre, Grèce, Albanie et Macédoine du Nord apprennent de nouvelles compétences commerciales grâce au projet «i3 – Education for ideas, inventions and innovations for entrepreneurship». Des établissements de formation et d'enseignement ainsi que des entreprises de ces cinq pays coopèrent pour réaliser les activités du projet et soutenir la croissance des nouvelles entreprises.

Le besoin de stimuler la croissance économique est un défi commun rencontré par la péninsule des Balkans et la Méditerranée orientale. Le projet i3 contribue à relever ce défi en mettant en place un modèle de formation qui comprend un programme de base ainsi qu'une stratégie destinée à le mettre en œuvre.

Environ 250 universitaires, collégiens et autres jeunes bénéficient de la formation et d'un mentorat dispensés par des entrepreneurs prospères.

Une formation pour l'avenir

L'essai pilote composé de cinq modules de formation de trois jours a lieu dans chaque pays participant. La formation débute par une introduction générale sur l'entrepreneuriat suivie par des spécialisations dans l'un des domaines suivants:

l'environnement, l'énergie, les TIC, le mode de vie et les technologies avancées, comme la robotique et la nanotechnologie. Une cinquantaine d'étudiants participent à chaque pilote, qui leur permet de visiter des entreprises. Ils suivent également des entrepreneurs expérimentés qui dirigent des entreprises prospères.

Le premier module de formation a eu lieu en Bulgarie, même si les participants venaient de tous les pays partenaires. Après avoir couvert les sujets généraux comme les affaires au profit de la société, l'art de la communication et les mathématiques pratiques, les participants ont poursuivi leur programme en apprenant davantage sur la santé, les environnements de travail, le voyage et le tourisme, le divertissement, la restauration, les sports et la culture.

Des détails relatifs au modèle i3 et à ses documents de formation ont été publiés dans une brochure qui a été publiée en ligne. Les résultats du projet ont été présentés lors d'un salon et d'une conférence à l'Université de Sofia, en Bulgarie, afin de promouvoir les domaines de formations spécifiques et d'encourager davantage d'organisations à participer.

Par la suite, l'objectif à long terme du projet consiste à créer une marque de formations reconnaissable qui peut promouvoir des opportunités d'apprentissage créatives et ciblées pour les jeunes afin de les aider à créer leur propre entreprise.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.i-3.eu/>

PROGRAMME

7-10 OCTOBRE

Bruxelles (BE)

Semaine européenne des régions et des villes

NOVEMBRE 2019

Milan (IT)

Forum EUSALP, Milan

NOVEMBRE 2019

Bruxelles (BE)

Régions intelligentes 3.0

AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne ni quiconque agissant en son nom ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2019

Print:	ISSN 1608-3903	KN-LR-19-069-FR-C
PDF:	ISSN 1725-8316	KN-LR-19-069-FR-N

© Union européenne, 2019

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique relative à la réutilisation de documents de la Commission européenne est réglementée par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents qui ne bénéficie pas de la protection d'un droit d'auteur européen est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.

Printed by Bietlot in Belgium

Ce magazine est imprimé en anglais, français, allemand, bulgare, grec, espagnol, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en juin 2019.

PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: © Archive de la région de Moravie-Silésie;
 Page 3: © Union européenne;
 Page 4: © iStock/baona;
 Page 6: © iStock/HildaWeges;
 Page 7: © iStock/baona;
 Page 8: © iStock/kupicoo;
 Page 10: © iStock/aelitta;
 Page 11: © Union européenne 2018/Georges Boulougouris;
 Page 13: RockTheAlps © Union européenne 2019/ Sébastien Ferraro;
 Page 14: ENER'PAT © Union européenne 2019/ Cyril Morvant;
 E=0 © Union européenne 2019/Studio Arnography;
 Page 15: Mobilitas © Union européenne 2019/Luigi Sauro
 Fotografi Studio;
 Page 16: Ariel © Union européenne 2019/Luigi Sauro
 Fotografi Studio;
 Page 18: © iStock/kentoh;

Page 20: © Susie-Knoll_Creative Commons_CC BY 3.0 DE;
 Page 21: © Union européenne 2018/Genevieve Engel;
 Page 22: © Union européenne 2019/Denis Closor; © Amaury Bisiaux;
 Page 24: © Danilo di Stefano;
 Page 25: © Elodie Joseph-Auguste;
 Page 26: © iStock/rustamank;
 Page 27: © Archive de la région de Moravie-Silésie;
 Page 28: © Investissement et développement de Moravie-Silésie;
 Page 29: © Investissement et développement de Moravie-Silésie;
 Page 30: © Région de Moravie-Silésie;
 Page 32: Haut – Image 1. © Boris Renner; Image 2. © Jiří Zerzoň;
 Bas © Ville d'Ostrava;
 Page 33: Image 3. © Jiří Zerzoň; Image 4. © Jiří Zerzoň;
 Image 5. © Boris Renner; Image 6. © Archive de la zone de Dolní Vitkovice;
 Page 34: © Archive de la région de Moravie-Silésie;

Page 35: © Archive de la région de Moravie-Silésie;
 Page 38: © iStock/Quardia;
 Page 40: La Haye © iStock/Deejpilot; Milan © iStock/Luneberg;
 Londres © iStock/QQ7;
 Page 44: © iStock/PeopleImages;
 Page 45: © Union européenne;
 Page 47: © Hôpital virtuel de Lorraine;
 Page 48: © iStock/makenoodle;
 Page 49: © iStock/Vesnaandjic.

RESTEZ CONNECTÉ



ec.europa.eu/regional_policy
cohesiondata.ec.europa.eu



[@EUinmyRegion](https://twitter.com/EUinmyRegion)



[EUinmyRegion](https://www.facebook.com/EUinmyRegion)



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/euregional)



[EUinmyRegion](https://www.youtube.com/EUinmyRegion)



[euinmyregion](https://www.instagram.com/euinmyregion)



[ec.europa.eu/commission/2014-2019/
cretu_en](http://ec.europa.eu/commission/2014-2019/cretu_en)
[@CorinaCretuEU](https://twitter.com/CorinaCretuEU)



Office des publications
de l'Union européenne

Commission européenne
 Direction générale de la politique régionale et urbaine
 Communication – Agnès Monfret
 Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles
 Courriel: regio-panorama@ec.europa.eu